

JUL 19 1967

défense de Occident

Maurice BARDECHE :

Adenauer et son Allemagne

●

Charles GARDIE :

Révolution culturelle et gardes rouges

●

Pierre FONTAINE :

Le déficit de la Sécurité Sociale

●

Pierre JOANNON :

Le fascisme à travers Brasillach et Drieu

Numéro 62 - Avril - Mai 1967

F 2,75

B. de VIGNACOURT

L'Agriculture Soviétique de Lénine à Brejnev

La Russie des tsars était grande exportatrice de céréales (le tiers des exportations mondiales). Après 50 ans de régime communiste, l'U.R.S.S. n'a son pain assuré que grâce à des achats massifs de blé dans le monde capitaliste. De même, plus de la moitié des pommes de terre que mangent les Soviétiques et près de la moitié de la viande qu'ils consomment proviennent des lopins individuels — entorse aux idéaux du communisme — des 109 millions de ruraux d'aujourd'hui.

Il est quasiment plus facile en U.R.S.S. de fabriquer un Spoutnik que de récolter un quintal de blé ou une tonne de pommes de terre. Comment en est-on arrivé là ?

Si le retard de l'agriculture soviétique peut, en partie, être expliqué par des causes naturelles ou techniques que l'auteur analyse d'ailleurs fort pertinemment, il relève surtout de causes générales : la collectivisation s'est faite contre la volonté unanime des paysans riches, moyens et même pauvres.

Toute la tragédie de l'économie rurale soviétique s'explique par la tragédie de la paysannerie kolkhozienne.

En dépit des multiples réformes et contre-réformes qu'il a imposées, le régime communiste n'a pas encore été capable de mettre sur pied ces deux institutions fondamentales : l'exploitation et le village.

Editorialiste chargé des problèmes slaves et asiatiques dans de nombreux quotidiens et hebdomadaires français et étrangers, le professeur B. de Vignacourt sait de quoi il parle, ayant eu la possibilité exceptionnelle d'étudier sur place l'économie et le mode de vie des pays socialistes européens et asiatiques. Il nous brosse ici, calmement mais sans indulgence, le tableau du grand problème de l'U.R.S.S. d'aujourd'hui.

La question paysanne, le temps et les maladresses aidant est, en effet, devenue un ulcère purulent et un des plus importants foyers de divergences d'opinion aux échelons suprêmes du parti communiste sur la façon de remédier à son état précaire.

Guide sérieux, solidement documenté dans le domaine statistique et bibliographique notamment, cet ouvrage qui se lit facilement sera utile au spécialiste qui y retrouvera (ou y découvrira) des informations sûres. Il sera aussi précieux au lecteur désireux de mieux connaître, dans ses divers épisodes et ses multiples éléments, la crise permanente dont souffre l'agriculture soviétique.

En bref, un livre de base constituant une synthèse sérieuse et objective sur ce problème capital pour l'avenir de l'économie soviétique.

LES SEPT COULEURS

Un volume de 220 pages, 10,50 F.

Nouvelle Série

15^e Année

Défense de l' Occident

Avril-Mai 1967

N° 62

Revue mensuelle, politique, littéraire et artistique

SOMMAIRE

- Maurice BARDECHE : *Adenauer et son Allemagne* 3
- Charles GARDIE : *Révolution Culturelle et Gardes Rouges : leurs dessous et leurs mystères* 13
- Pierre FONTAINE : *Le Déficit de la Sécurité Sociale* 42
- Pierre JOANNON : *Le Fascisme à travers Brasillach et Drieu La Rochelle* 54

CHRONIQUES

- CHRONIQUE DES LIVRES : « *Les Précieux* » de Bernay FAY 78
- NOTES DE LECTURES : Robert ARON, *Histoire de l'épuration*, tome I. — *Histoire de notre temps* (Plon, éd.) 86
- CHRONIQUE DES ARTS par F.-H. LEM : *Cette petite femme qui fut un grand peintre : Suzanne Valadon* 92

27, rue de l'Abbé-Grégoire — PARIS (6^e) — C.C.P. 65-35-65 Paris

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veillez m'inscrire pour un abonnement de
à votre revue *DEFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du N°.....

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

.....

Signature :

Prix numéro ordinaire : 2,75 F

Abonnements. — 1 an : 25 F

Etranger : 1 an : 30 F

Propagande : 50 F et 100 F

Paiement par mandat, chèque bancaire, ou virement postal adressé à « Défense de l'Occident », 27, rue de l'Abbé-Grégoire, Paris-6° — C.C.P. 65-35-65 Paris.

L'a
qui
d'au
fini
gler
prop
çais
ponc
occa
dire
qu'o
L'o
para
capit
riné,
fait
la p
de s
qu'a
signe
sable
table
sou
tres

ADENAUER ET SON ALLEMAGNE

L'anticommunisme est une belle chose. C'est la sauce qui fait passer tous les poissons. Nous en avalerons bien d'autres, je pense, sous cette présentation. Et je n'ai pas fini d'admirer que tant de gens se soient laissé aveugler par ce seul mot sur cet Adenauer qui a été fort proprement congédié par les Allemands et dont les Français les moins naïfs parlent toutefois avec tant de componction. Sa mort nous offre pourtant une excellente occasion de clarifier nos pensées et je n'hésiterai pas à dire toute la mienne, sur laquelle je n'ai guère varié et qu'on m'a souvent reprochée avec effroi.

L'œuvre politique d'Adenauer me paraît grave, elle me paraît accablante, parce qu'il a été le chancelier de la capitulation morale de l'Allemagne. Il a accepté, entériné, officialisé la dégradation de l'Allemagne, il en a fait la position publique de son gouvernement et, pour la première fois dans l'histoire, il a fait du déshonneur de son pays la pierre angulaire de sa vie politique. Ce qu'aucun gouvernement vaincu n'a jamais accepté de signer après une défaite, que son pays était *seul* responsable de la guerre, qu'il avait *seul* commis d'épouvantables atrocités dont il devait garder éternellement le souvenir, que ses soldats les plus illustres et ses ministres les plus énergiques avaient été des criminels de

droit commun, que les Allemands qui s'étaient sacrifiés pour leur pays en guerre formaient en réalité une association de malfaiteurs, Adenauer ne l'a pas signé, il l'a proclamé, il l'a écrit sur les drapeaux de son peuple, il s'en est nourri, il en a grandi : et il en a été récompensé ! Que personne ne s'aperçoive que les années du gouvernement Adenauer, c'est cela, d'abord cela et essentiellement cela, c'est une illustration magnifique du pouvoir formidable de la propagande et de l'impuissance totale de l'évidence.

Installé sur cette passerelle du déshonneur, placide sur cet océan de mensonge et d'humiliations, Adenauer s'est laissé porter par cette mousson tiède qui amenait en même temps une pluie bénéfique de dollars et de douces effluves de prestige mondial. Non seulement il n'a pas réagi, non seulement il n'a pas protesté ni tenté de sauver quelque chose, mais il a gouverné avec ce vent favorable, l'aidant et s'en aidant. Les condamnations de Nuremberg, voie de fait, ne furent pas supportées en silence, portées comme une croix par le chancelier Adenauer, elles ont été hautement approuvées et non seulement approuvées, mais inscrites dans la législation, prolongées par une ignoble jurisprudence allemande qui invite les tribunaux allemands à rechercher, à poursuivre et à condamner, au nom des principes du vainqueur, les patriotes allemands qui ont pu survivre : et qui aboutit en effet à revêtir du vêtement des forçats, des vieillards de soixante-quinze ans qui ont eu le malheur d'être colonels dans des secteurs infestés de partisans. Le retour des Juifs, leur insolence, leur toute-puissance, leurs prétentions exorbitantes, autre voie de fait, n'ont pas été non plus acceptés comme une indemnité de guerre d'un genre inconnu, ils ont été bénis, fêtés, regardés comme un bienfait du ciel. Le chancelier n'a pas hésité à agréer les yeux fermés tous les chiffres, toutes les affirmations de la propagande qui cher-

chai
fait
man
l'Eta
allég
face
doss
gouv
tater
géra
avait
nism
dacie
dénat
ment
vait
paix.
en a
enne
a pa
tant
Da
press
récha
la re
çais
diale
de R
vait
comm
bilité
voqu
mém
effet,
nuée
qu'ur

chait à salir son pays, il a été plus loin encore, il en a fait une vérité officielle et il en a accepté le rappel permanent et public en nourrissant pendant quinze ans l'Etat israélien qui n'existait pas au moment des faits allégués, d'un formidable tribut qui matérialisait à la face du monde l'étendue de la culpabilité allemande. Le dossier des camps de concentration était plaidable. Le gouvernement allemand avait la possibilité de faire constater d'une façon irréfutable les falsifications et les exagérations. Il pouvait démontrer par des enquêtes qu'il avait seul le moyen de mener complètement le mécanisme de la vie des camps. Il pouvait dénoncer l'audacieux transfert des responsabilités par lequel on avait dénaturé les faits. Il pouvait demander qu'on fît loyalement l'histoire du déclenchement de la guerre, il pouvait exiger qu'on étalât devant l'opinion les offres de paix. Il a laissé volontairement ce dossier de côté. Il en a ignoré l'existence. Il a acheté la bienveillance de ses ennemis par son silence. Par un pacte tacite, Adenauer a payé son succès et son maintien au pouvoir en acceptant d'entériner le déshonneur du peuple allemand.

Dans une situation infiniment plus difficile, sous des pressions infiniment plus graves et astreignantes, le Maréchal Pétain avait refusé de laisser ses juges proclamer la responsabilité des dirigeants du gouvernement français de 1939 dans le déclenchement de la II^e guerre mondiale. Le Maréchal Pétain détestait l'œuvre des accusés de Riom tout autant que le chancelier Adenauer pouvait détester l'œuvre d'Hitler. Il était personnellement, comme la plupart des Français, convaincu de leur culpabilité. Il risquait, en refusant de les faire juger, de provoquer la colère des Français qui l'avaient accueilli lui-même comme un sauveur, et cette colère fut grande en effet, de diminuer sa propre autorité, et elle fut diminuée en effet. Néanmoins, il refusa de consentir à ce qu'un chef d'Etat français participât officiellement par

ses juges à l'acte d'accusation dressé contre son propre pays. Chef d'une nation vaincue et impuissante, il refusa d'imposer à son pays le vêtement de bure des condamnés. La France marchait dans le malheur, blessée, meurtrie, pénitente, mais non souffletée. Beaucoup de reproches furent adressés alors au Maréchal. Ceux qui les lui adressaient avaient tort. Le Maréchal Pétain — et Pierre Laval qui l'approuva en cette circonstance — se conduisaient en hommes d'Etat et en hommes de cœur. Il est regrettable qu'on ne puisse pas en dire autant du défunt chancelier.

Je sais très bien qu'Adenauer a permis à quelques préteurs obscurs du national-socialisme de sauver quelques débris de leur pourpre. Mais on sait aussi à quelles conditions : il fallait qu'ils acceptent de participer à la « rééducation » de leur peuple. La « reconversion » morale, le « remodelage » de la personnalité et de la pensée, le silence sous l'injustice et le mensonge, l'alignement le plus total sur ce qu'il plaisait décider à Messieurs de la Commission de Contrôle, étaient le prix dont on payait les places, l'oubli et parfois les pensions. Il fallait se grimer en Adenauer. Le nouveau maître de l'Allemagne ne fit pas seulement du reniement une politique officielle, il en entretint la prolifération, il le répandit comme une contagion, il le récompensa comme un service public.

Moyennant quoi, l'Allemagne *s'est relevée*. C'est le grand argument. Je ne dirai pas que ce qui eût été étonnant, et même impossible, c'est qu'elle ne se relevât pas : nous en parlerons tout à l'heure. Mais je voudrais que ceux qui emploient cet argument se rendent compte de ce qu'ils disent en réalité. Si le relèvement matériel d'un pays doit se faire au prix de sa ruine morale, alors, face au matérialisme capitaliste et face au matérialiste marxiste, que défendons-nous ? Ceux qui se gargarisent du « miracle allemand », ceux qui excusent en son nom

le reniement et la capitulation, le silence et la soumission, se rendent-ils compte qu'ils sont mûrs pour les « démocraties populaires » ? Qu'est-ce qu'on exige d'eux sinon ce *mea culpa*, ce chemin de Damas, cette conversion qu'on récompense en places et en prébendes ou en échange duquel on a du moins le droit de vivre ? Et qu'est-ce que nous avons imposé aux Allemands après la « victoire » sinon ce reniement massif, en échange duquel on les a copieusement arrosés de dollars ? Reconnaître ce chantage, l'approuver, en admirer les résultats, c'est accepter les principes et le signe de nos adversaires. Celui qui crie aujourd'hui *Saucisses über alles* criera demain *Dollar über alles* et il ira après-demain s'asseoir bien sagement aux cours du soir de rééducation pour que le Parti lui accorde à la fin du mois son certificat de civisme.

C'est une tentation, cette politique d' « arrachage des âmes », dont Adenauer a été le brillant instrument. Mais il n'y a pas de meilleur service à rendre aux Américains que de leur expliquer qu'à long terme, c'est infiniment dangereux. Ecraser un pays, le réduire en décombres, le raser et le cautériser, puis sortir son carnet de chèques et offrir de payer la note, à condition qu'on change la plante humaine qui poussait sur ce terrain-là, c'est une insolence de milliardaire qui fait sortir du sol, en effet, des milliers d'usines rutilantes et un outillage moderne avec lesquels il n'est pas difficile d'obtenir les prix de revient du « miracle allemand » : mais la plante humaine dont on a tué le germe n'est pas aussi facile à faire renaître dans les cœurs que les bétonneuses à multiplier sur les chantiers. Quand on a besoin d'un peuple, ensuite, on trouve des machines, des producteurs, des techniciens, qui peuvent recevoir n'importe quelle semence, la vôtre et aussi celle de votre adversaire, mais on ne trouve pas d'âme, on ne trouve rien qui résiste et, par conséquent, rien qui existe. Metternich

disait jadis de l'Allemagne qu'elle n'était rien de plus qu'une « expression géographique ». J'ai bien peur que nous ne soyons forcés de dire de l'Allemagne d'aujourd'hui qu'elle n'est rien de plus qu'une « expression économique ». Ce n'est rassurant pour personne. Et, finalement, c'est le bilan de la politique d'Adenauer. Il a nourri l'Allemagne de soumission, de reniement. C'est une nourriture riche en féculents qui a donné un « bébé Cadum ». C'est d'un très bon effet sur la couverture d'un magazine : mais ce n'est rien qu'un « bébé Cadum ».



Sur un tout autre plan, la politique d'Adenauer a été aussi désastreuse pour l'Allemagne qu'elle a été déshonorante. Il est incontestable (les nécrologies les plus conformistes n'arrivent pas à le cacher) qu'Adenauer a une grande part de responsabilité dans la division de l'Allemagne. Au lieu de diriger toutes ses pensées et tous ses efforts vers une réunification qui devenait chaque année un problème plus dramatique, il a sous-estimé systématiquement la gravité de cette situation, il a endormi les Allemands en affectant l'optimisme, il les a encouragés à se détourner de cette pensée amère en les occupant des problèmes futiles de l'enrichissement, de l'exportation, de la concurrence, en substituant chez eux à l'instinct national un mercantilisme auquel il ne sont que trop portés. Il a laissé accuser de « nationalisme », d'« esprit de revanche », ceux qui songeaient avec angoisse à l'avenir de leur pays. Il a entretenu l'absurde rêverie que les choses s'arrangeraient toutes seules, que l'attrait de la prospérité matérielle serait irrésistible et amènerait la Russie soviétique à lâcher sa proie. Cet infantilisme politique a fait perdre à l'Allemagne un temps précieux. Le temps

travail
du la
aujourd
sont s
dans
qui co
et l'Et
pensée
sur ce

Il es
occasi
ont ét
une p
Une s
ficatio
sances
engage
senta
de la
inerte
pensée
cain s
penda
L'U.R.
tat qu
La su
pays
il dét
Gaulle
pathie
la réu
quérir
n'avai
la pat
mit e
que. l

travaillait contre la réunification et l'Allemagne a perdu la partie par son immobilisme. La séparation est aujourd'hui si totale, les deux bords de la coupure sont si bien cicatrisés qu'on ne peut plus guère penser dans la situation actuelle qu'à une union confédérale qui condamnerait à l'impuissance à la fois l'Allemagne et l'Europe. Par ces résultats, la stupidité et les arrière-pensées d'Adenauer pèsent sur notre avenir autant que sur celui des Allemands.

Il est faux de dire que la situation était sans issue. Des occasions se sont présentées et des bases de discussion ont été offertes. Une note soviétique de 1951, qui ouvrait une possibilité de solution, a été laissée sans réponse. Une seconde note soviétique, en 1952, proposait la réunification en échange d'un contrôle par les quatre puissances du réarmement allemand. Adenauer ne sut pas engager la négociation. Une troisième occasion se présenta en 1954 dans des conditions plus délicates, lors de la conférence de Berlin. Adenauer se montra aussi inerte. La politique soviétique n'était pas sans arrière-pensée : elle tendait à s'opposer au protectorat américain sur l'Europe en favorisant les conditions d'une indépendance militaire et politique des Etats européens. L'U.R.S.S. était prête à payer le prix fort pour ce résultat qu'un autre vieillard lui a offert depuis pour rien. La surdité d'Adenauer et son indifférence devant son pays amputé avaient aussi des arrière-pensées. D'abord, il détestait les protestants de Prusse autant que de Gaulle détestait les Pieds-Noirs. Et, en outre, cette antipathie, étant réciproque, avait une conséquence évidente : la réunification enlevait à la C.D.U. tout espoir de conquérir en Allemagne la majorité absolue. Adenauer, qui n'avait aucune envie de se faire hara-kiri sur l'autel de la patrie, colora son machiavélisme de belles raisons et mit en avant la démocratie, l'Europe, le pacte atlantique. En réalité, il se trouvait fort bien de la division de

l'Allemagne qui lui assurait le pouvoir à perpétuité et il souhaitait fort peu la réunification de l'Allemagne qui le lui aurait probablement ôté.



Oui, en embrassant les deux aspects de cette biographie, je vois bien ce qu'est Adenauer : c'est l'Allemand dont on me faisait le portrait quand j'étais petit garçon, en 1917 : sournois, obséquieux, bas devant le plus fort, au demeurant discipliné, sérieux, aspirant à inonder le monde de ses produits chimiques et de ses objets à bon marché, enfin, l'Allemand à casque à pointe, l'Allemand des anti-Allemands. Je ne m'étonne pas que cette image ait tant plu à ceux qui au fond de leur cœur détestent la véritable Allemagne et ses redoutables vertus. Ils retrouvent en elle une Allemagne internationale, anglo-saxonne, wilhémienne, concurrent commercial un peu gênant certes, mais nation occidentalisée, n'ayant plus rien d'étrange et faisant oublier par sa bonne éducation l'odeur forte des Germains. Et moi, j'aime dans l'Allemagne tout ce que ces gens-là abhorrent, son courage et sa loyauté, sa grandeur de peuple soldat, Harminius dans sa forêt se levant contre les légions de Varus, la grande ligne des guerriers soudés par des chaînes et marchant au pas en chantant le péan royal sous le roulement des tambours de Verceil et les casques barbares des chevaliers teutoniques montant la garde sur la marche d'Occident. Voilà l'Allemagne que j'aime, celle avec laquelle on peut bâtir un continent d'Europe. Et il faut bien dire que c'est cette Allemagne, chêne antique planté par les siècles au cœur de l'Occident, que les Alliés ont déracinée et Adenauer a été leur bûcheron. Il a porté la hache en leur nom, il a meurtri et souillé le vieil arbre, il lui a fait des blessures béantes. Je voudrais que ceux qui admirent tant Adenauer sur la foi de leur quotidien comprennent que la

mort
crime
les n
que
la Ro
seule
Koen
me s
tiers
dent,
naue
sens
bière
qu'il
neuf
d'un
défe
pele
Le
répè
four
Le r
leme
ter,
mag
raux
Ade
inév
de
l'Al
mer
ces,
L
l'hé
serv
mê

mort du vieux chêne germanique n'est pas seulement un crime contre l'Allemagne, mais un crime contre toutes les nations d'Europe, et contre nous en particulier, puisque nous sommes après tout les fils issus du mariage de la Romanité et des Francs de Germanie. En reniant non seulement l'Allemagne que l'histoire avait construite de Koenigsberg à Strasbourg, mais encore l'image de l'homme sur laquelle les Barbares Francs, auxiliaires et héritiers des consuls de Rome, avaient fondé la vertu d'Occident, c'est de notre patrimoine le plus précieux qu'Adenauer s'est déclaré l'ennemi et le fossoyeur. Je ne me sens rien de commun avec les mercantis buveurs de bière qu'il me propose comme idéal à la place de ce qu'il a détruit. Le « miracle économique », l'outillage neuf et l'argent à bon marché constituent les trois piliers d'un idéal que je ne lèverais pas le petit doigt pour défendre. C'est ce que je trouvais indispensable de rappeler.

Le « miracle économique » n'était pas difficile, je le répète, avec l'outillage ultra-moderne que les Etats-Unis fournissaient pour remplacer celui qu'ils avaient détruit. Le rétablissement de l'indépendance allemande était également une issue naturelle qu'il était impossible d'éviter, puisque personne n'a jamais imaginé que l'Allemagne pût vivre vingt ans sous l'administration de généraux américains, anglais et français. Tout ce qu'a obtenu Adenauer, c'est donc ce qu'il était facile et à peu près inévitable d'obtenir. Et, en revanche, il n'a rien obtenu de ce qui était difficile à obtenir, ni la réunification de l'Allemagne, ni même la possession de Berlin, ou le réarmement intégral de l'Allemagne. Ces résultats sont minces, en regard de l'écrasant passif qui a été accepté.

Les cloches sonnent aujourd'hui dans la presse de l'hémisphère contrôlé par la puissance juive pour le bon serviteur disparu. Il y a vingt ans, il y a dix ans, les mêmes glas solennels accompagnaient Roosevelt et Chur-

chill. Nous étions seuls alors à écrire de Roosevelt qu'il était le plus grand des criminels de guerre et de Churchill qu'il avait été la malédiction de son pays et le fossoyeur de l'Empire. Ces blasphèmes que nous prononcions alors sur le passage du cortège sont aujourd'hui des jugements convenablement répandus et même secrètement acceptés par bien des gens qui affectent en public une attitude prudente. Laissez passer le temps. Ce jugement qu'on lira peut-être aujourd'hui avec indignation, paraîtra alors, comme les précédents, une de ces vérités qu'on n'ose pas proclamer, mais qu'on sait bien qu'on ne peut pas nier.

Maurice BARDECHE.

RÉVOLUTION CULTURELLE ET GARDES ROUGES:

Leurs dessous et leurs mystères

I. — LA PHASE CACHEE DU MOUVEMENT.

Laissons ici le côté spectaculaire dont la presse a parlé avec si peu de discernement. Voyons plutôt, comme on dit au Palais, les faits de la cause.

Les prémices : campagnes d'éducation socialiste

Ces campagnes périodiques de « rectification », de « reconstruction de la pensée », de « remise dans le moule », ces techniques » de masse, ces spasmes à goût de Sang et de Lumière dont Liu Shao-chi a promis, dès mai 1958, que, désormais, ils seraient périodiquement pulsés dans le pays, trouvent leur toute dernière expression dans la Grande Révolution Culturelle Proletarienne et dans la Garde Rouge.

« N'oublions jamais la lutte de classe » a proclamé Mao à la dixième session du 8^e Congrès du P.C. (septembre 1962). Le quotidien de l'Armée lui fait écho : « La grande révolution culturelle est la continuation et l'approfondissement de cette lutte » (*Jiefangjun Bao*, 6 juin 1966).

Il faut être aveugle aux manifestations qui en ont été les prodromes pour penser qu'il s'agit là d'un phénomène de génération spontanée. Il s'en faut !

Les débuts de la Révolution culturelle remontent, en fait, à la campagne d'éducation socialiste de 1963 : origine fixée d'ailleurs par l'officiel *Renmin Ribao* (n° du 17 juillet 1966) et précisément dans un texte du 9 mai 1963 où Mao souligne que le socialisme exige trois grands mouvements révolutionnaires : lutte de classes, lutte pour la production, lutte pour l'expérimentation scientifique.

Si elles étaient négligées — conclut-il — ...« il ne faudrait pas longtemps pour qu'une restauration contre-révolutionnaire à l'échelle nationale se produisît immanquablement. La Chine entière changerait de couleur... »

Or donc, la révolution socialiste en dehors de ses aspects politique, économique et sociaux comprend aussi un domaine culturel (idéologie, art, littérature, pensée, morale, mœurs, coutumes, théâtre) auquel elle doit précisément être étendue afin de garantir la durée et la pureté du socialisme.

D'où première manifestation de la Révolution culturelle — expression qu'employa Lénine — la réforme de l'Opéra de Pékin dès le mois d'août.

L'année 1964 s'ouvre par l'éditorial-programme du 1^{er} janvier de *Hongqi* — rédacteur en chef Chen Po-ta, secrétaire de Mao — que suit, le 1^{er} février le lancement du mot d'ordre « Le pays doit prendre modèle sur l'Armée ».

Tandis que la vie politique économique grandit le rôle des militaires débute en juin l'épuration des milieux intellectuels, littéraires et artistiques : « ...le Président Mao a ajouté que beaucoup de communistes montrent de l'enthousiasme à faire progresser l'art féodal et capitaliste mais n'en manifestent aucun à encourager l'art socialiste. N'y a-t-il pas là quelque chose d'absurde? » (Editorial du quotidien de l'Armée : *Jiefangjun Bao*, 6 juin 1966).

La
men
accu
Mao
du
huit

Le
révol
la Je
procl

Pla
va de
du so

Le
rition
en su
d' «
aux J

En
de m
terres
Chine
leur
déjà !
leur r

Pou
et d'u
March
la pop
rien c

La Fédération des Lettres et des Arts est alors vivement attaquée par Mao en la personne de Chou Yang, accusé de « tomber au bord du révisionnisme ». Et Mao d'évoquer le club Petofi, selon lui, point de départ du soulèvement hongrois anticommuniste de Hongrie, huit ans plus tôt.

Le 30 juin *Hongqi* titre son éditorial « Une grande révolution culturelle ». Juillet voit, avec le Congrès de la Jeunesse Communiste tenu à huis clos, l'annonce de la prochaine relève par les héritiers de la Révolution.

La jeunesse : force de frappe de la Révolution

Placé sous le signe de l'équipe montante, ce Congrès va donner à une génération entièrement formée au sein du socialisme chinois le sens de ses responsabilités.

Le vieux chef révolutionnaire a tenu, avant sa disparition, à révéler le nouveau visage de la Chine de demain en suscitant lui-même la relève, non pas par un travail d'« appareil » comme eût fait Staline, mais par l'appel aux Jeunes.

En voulant fixer irrévocablement l'avenir des centaines de millions de Chinois au-delà de sa propre existence terrestre, Mao renouvelle le geste de ces Empereurs de Chine, jadis à la poursuite de l'élixir d'immortalité qui leur eût permis de continuer leur œuvre et qui — déjà! — sacrifiaient filles et garçons à la poursuite de leur rêve.

Pour obtenir la réalisation d'une société sans classes et d'une armée sans grades, les survivants de la Longue Marche ne pouvaient s'adresser qu'aux seuls éléments de la population sortant frais émoulus des écoles et n'ayant rien connu de l'extérieur.

Lourde mission que cette recherche de l'homme nouveau conçu dans l'inspiration des idéologues de Yenan!

La France aussi fut, jadis, condamnée à la vertu par Robespierre. Deux ans plus tard, elle avait Barras... Le rêve de Sparte est vieux comme le monde!

Que le nouveau émerge de l'ancien

Dans leur numéro du 14 juillet 1964, le *Hongqi* et le *Renmin Ribao* résument conjointement en 15 points les directives de Mao contre les ennemis de l'extérieur — entendez les Soviétiques surtout — et contre les opposants potentiels à l'intérieur.

Le 16 octobre explose la première bombe atomique chinoise : les règles du jeu ne sont désormais plus tout à fait les mêmes sur l'échiquier mondial.

En décembre, Chou-En-Lai saisit l'occasion de son Rapport sur les activités du gouvernement devant l'Assemblée Nationale nouvellement élue (séances des 21 et 22 décembre) pour exposer les tâches de la Révolution culturelle : « La révolution culturelle — dit-il — ne peut créer du nouveau sans avoir préalablement brisé l'ancien, elle est une révolution qui brise et qui crée ».

Et parmi d'autres propos, un solennel avertissement aux bourgeois dont la transformation en socialistes est obligatoire. Toutefois la main leur est encore tendue mais, ajoute l'inamovible chef du gouvernement, « pourvu qu'ils consentent à se remouler et qu'ils passent avec succès l'épreuve de la révolution socialiste ».

Et Chou-En-Lai de conclure : « Notre objectif est d'abolir finalement et une fois pour toutes la bourgeoisie et le capitalisme par une longue lutte de classes et absolument pas de liquider la lutte des classes ni de pratiquer la conciliation de classes ni de garder la bourgeoisie et le capitalisme ». Bien vite l'épuration fait des victimes de marque : le philosophe Yang Hsien-chen,

mem
tut
tion
prési
cier
de la

La
nale
réèle
bliqu
neme
cielle
l'asce
sider

Le
du I
du
moti
de T
fois
la fa
l'inté

Pr
augm
dans

A
retou
tion
5 ja
Viet
men

Le
de s
le sp

membre du Comité central du P.C. président de l'Institut marxiste de Pékin, chargé depuis 1953 de la formation des cadres du P.C., l'écrivain Shao Chuan-lin, vice-président de l'Association des Ecrivains chinois, le romancier Mao Tun qui est démis de son poste de ministre de la Culture, etc.

La première session de la Troisième Assemblée Nationale s'achève après avoir procédé, le 3 janvier 1965, à la réélection de Liu Shao-chi comme Président de la République. Le lendemain il nomme par décret le gouvernement formé par Chou En-Lai. Certaines anomalies officielles confirment l'existence d'un malaise. Par exemple l'ascension de Lin Piao promu premier des 16 vice-présidents du gouvernement.

Le maire de Pékin, Peng Chen, premier secrétaire du P.C. dans la capitale devient premier vice-président du Comité permanent de l'Assemblée Nationale. Promotions également de Ting-yi et Lo Jui-ching ainsi que de Tao Chu. Mais ce n'était pas tout à fait la première fois que se rencontraient semblables anomalies. Et puis la façade était encore trop belle pour que l'on put croire l'intérieur si dégradé !

Première décision du nouveau gouvernement : augmentation d'un an de la durée du service militaire dans les trois armes.

L'opposition joue et gagne

A peine les trois mille et quelque députés sont-ils retournés à leurs activités après « cette session révolutionnaire, démocratique et de solidarité » (*Renmin Ribao*, 5 janvier 1965), que l'attention se tourne aussitôt vers le Vietnam où l'escalade des Américains inquiète sérieusement Pékin. Jusqu'où n'iront-ils pas ?

Le gouvernement chinois ne se départit cependant pas de son attitude d'extrême prudence bien que brandissant le spectre de la guerre totale en Asie.

Mais voilà derechef le directoire communiste divisé dans la conduite de la politique extérieure et intérieure.

Le *Renmin Ribao* offre alors au Vietnam l'envoi de combattants chinois (25 mars). Le maréchal Chen Yi, ministre des Affaires Etrangères, confirme officiellement l'offre trois jours plus tard. En attendant, l'Armée qui vient de se démocratiser avec l'abolition des grades gagne en influence et va encourager dès lors le durcissement politique.

En septembre 1965 se tient une réunion secrète du Comité central du P.C. au cours de laquelle Mao exige l'intensification générale de la lutte contre l'idéologie réactionnaire.

L'aile modérée tient tête. Il est impossible de cerner et d'identifier avec précision les forces en présence et plus encore de sonder les intentions de ces forces.

Mao pourra-t-il sans intervention chirurgicale, avec les seuls moyens de la thérapeutique, venir à bout des résistances rencontrées dans plus d'un domaine ? N'est-il pas de plus en plus évident qu'une intervention chirurgicale se révèle nécessaire à la poursuite de son œuvre ?

Voyant qu'il n'avait aucune chance de redresser de Pékin la situation, Mao juge plus prudent de quitter la capitale. Cette disparition de la scène politique pékinoise, l'Occident l'attribuera à l'état de santé du Président !

Les intellectuels aux champs

Brusquement, le maréchal Lin Piao intervient de manière fracassante. De son discours « Vive la victorieuse guerre du peuple » (*Renmin Ribao* 3 septembre 1965), Averell Harriman dira : « Je prends ses déclarations au sérieux et ceux qui ne sont pas de même commettent une grave erreur. Il y a trente ans on a négligé de lire *Mein Kampf* et nombre de ceux qui l'avaient lu affec-

taier
d'im
deux
tifs
l'aut
sion

La
tifica
num

Le
tiqu
pliés
la c
vers
poli

C
mer
des
moi
fina
mai

E
cinc
en
à C
Pék
L
vert
Wor
Pen

taient de croire qu'il ne fallait pas y attribuer beaucoup d'importance. Nous savons où cela nous a menés... Les deux textes sont différents en ce qui concerne les objectifs mais ils se ressemblent en ce sens que, l'un comme l'autre, témoignent d'une volonté d'agression et d'agression violente ».

La campagne d'éducation socialiste — le travail de rectification — connaît alors un certain regain après le plénum du Comité central, jamais annoncé, le 25 octobre.

Les étudiants reçoivent alors un enseignement politique intensif : cours politiques et réunions sont multipliés. Et c'est, dans le courant d'octobre, l'envoi dans la campagne des quatre sixièmes des effectifs de l'Université afin qu'ils donnent aux paysans des cours de politique.

Ces départs précipités marquent l'entrée des événements dans une phase nouvelle. Le séjour en campagne des étudiants devait durer en principe deux ou trois mois. Leur retour sera périodiquement reculé. Quand finalement ces « missionnaires » reviendront à la fin de mai 1966, les grands bouleversements auront commencé.

L'offensive de Mao

En lançant le 18 novembre 1965 son « *Principe en cinq points* », le maréchal Lin Piao se pose nettement en champion de la « pensée » de Mao qui, installé alors à Changhaï va, de là, tenter de reprendre le contrôle de Pékin.

L'offensive maoïste commence en novembre. Sous couvert d'une attaque contre les activités d'historien de Wou Han, vice-maire de Pékin, c'est en fait le maire Peng Chen et le comité du P.C. pékinois qui sont visés

par l'article de Yao Wen-yuan (*Renmin Ribao*, 30 novembre 1965 : il s'agit de la reproduction de l'article de Yao paru le 10 novembre dans le quotidien *Wen Hui Bao* de Changhaï).

Les autocritiques de Wou Han (27 décembre 1965 et 12 janvier 1966) vont avoir pour résultat d'aviver le débat ! D'autres personnalités sont également visées : le dramaturge Tian Han, l'historien Ten Kuang-ming... les professeurs dès lors se méfient.

L'escalade américaine au Vietnam va alors permettre de tourner l'attention vers le danger extérieur. Si le Nord-Vietnam cède, voilà le sud de la Chine menacé. Or, le sud c'est la partie faible. Quelle attitude adopteront ceux qui croient que le tigre américain n'est pas du tout en papier ? C'est qu'en effet, la socialisation dévorante n'a pas annihilé l'esprit critique !

Il faut parer à ce danger par une lutte vigoureuse contre ceux qui, en cas de crise, ne seraient pas sûrs.

Mobiliser les masses, éduquer les masses... mots d'ordre de demain. Mais dès aujourd'hui, toute la population va se trouver et jusqu'en mars, soumise à une intense préparation militaire et psychologique (course à pied, exercices de tir, création d'abris...) Dans les parcs culturels et jusque dans les jardins d'enfants on trouve partout des « parcours du combattant » !

Les adolescents s'y entraînent au maniement d'armes. Engoncées dans des vareuses ouatinées, des gamines poussant des cris rauques lancent leurs baïonnettes en avant sur des mannequins figurant les « impérialistes » occidentaux.

*
**

II. — LA CRISE INTERIEURE.

La reconquête de Pékin par le Président et le Maréchal.

Le débat se rallume en mars 1966. A partir d'avril le *Quotidien du Peuple* révèle l'existence d'une ligne noire anti-parti (*Renmin Ribao* 10 avril 1966).

Le doyen de la Faculté d'Histoire de l'Université de Pékin, des cinéastes, des écrivains, des philosophes sont vivement pris à partie.

Le 18 avril : un éditorial retentissant sur la Grande Révolution culturelle. Il paraît... dans le quotidien de l'Armée ! C'est un procès en règle de la littérature classique et étrangère. Il annonce l'épuration des intellectuels...

Le moins que l'on puisse dire est que toutes ces initiatives ne sont guère appréciées des principaux personnages du P.C., de l'Armée, de l'Etat et l'on sent monter contre Mao une opposition manifeste dont les chefs de file sont Liu Shao-chi, président de la République, Peng Chen, maire de Pékin, Lo Jui-ching, chef d'Etat-Major général.

Mao repart à l'attaque

Alors que Peng Chen vient de quitter ses bureaux, le 27 avril 1966, l'Armée encercle le siège du P.C. de Pékin.

Sous la protection de la police pékinoise qui lui demeure fidèle Peng Chen transporte alors ses activités à son domicile personnel et garde toujours la haute main sur le comité du P.C.

La situation est à ce point tendue au sein des instances suprêmes que le chef du gouvernement, Chou-En-Lai, qu'aucune tempête n'ébranle, se trouve contraint

d'ajourner le voyage qu'il devait faire en mai 1966 en Europe et en Afrique.

Les accusations contre le vice-maire Wou Han s'élargissent maintenant aux dirigeants du P.C. de Pékin. Le 8 mai, sous le nom de « Village des Trois » se trouve dénoncée la complicité de Wou Han avec deux membres du comité pékinois du P.C. : Teng Tuo et Liao Mo-cha.

Par le biais de ces trois personnalités, le maire Peng Chen est encore visé de plus près ! (Le 9 mai explose la troisième bombe atomique chinoise).

Jusqu'alors, les masses participent peu au débat idéologique. En bref il ne touche pas les travailleurs quand éclate la « journée » du 25 mai.

La « journée » du 25 mai 1966

Véritable journée révolutionnaire — mais pacifique — le mercredi 25 mai ouvre une période nouvelle dans l'histoire de la Chine Rouge.

Pendant la sieste, les murs du réfectoire de la célèbre Université de Pékin ont été couverts d'affiches signées de sept professeurs de la Faculté de Philosophie dont M^{me} Nie Yuan-tse et attaquant violemment le recteur Lou Ping, secrétaire du comité du P.C. de l'Université, ainsi que le sous-directeur de l'Enseignement supérieur de Pékin.

La revue officielle du P.C. annoncera plus tard que c'est Mao lui-même qui a fait apposer cette affiche (*Hongqi*, 16 janvier 1967).

Le recteur reprend assez rapidement la situation en mains et d'accusé devient accusateur. Il s'en prend aux philosophes coupables, selon lui, de se servir du drapeau rouge pour le déchirer. L'émotion est à son comble, mais les exhortations à l'apaisement prodiguées par Li-Hsue-feng, membre du comité central, vont ramener le calme.

Brusquement, le 1^{er} juin la radio d'Etat diffuse le texte intégral de l'affiche des sept professeurs leur donnant ainsi une caution officielle.

Dès lors, tout le monde embrasse la cause des philosophes contre le recteur et sa bande noire.

Le même jour, le quotidien de Pékin proclame : « La grande révolution culturelle prolétarienne doit balayer tous les diables cornus et les serpents malfaisants » (*Renmin Ribao*, 1^{er} juin 1966). Pour la première fois la Révolution culturelle est qualifiée de prolétarienne !

Le 2 juin, la presse publie le fameux journal mural des professeurs. Le débat jusqu'alors limité au cercle restreint des politiciens et des intellectuels gagne la rue.

La foule entre en scène. Tambours et gongs résonnent pour appeler la population à manifester : ouvriers et paysans défilent en procession avec étendards et banderoles pour soutenir l'action révolutionnaires des « camarades » de l'Université.

Mao alors va frapper ceux qui « arborent des drapeaux rouges pour s'opposer au Drapeau Rouge... et qui savent bien que c'est de l'intérieur qu'on fait le plus facilement tomber une citadelle... Utilisant la tactique du grignotage, ils ont cherché à investir mètre par mètre nos positions idéologiques. Depuis longtemps ils contrôlaient un certain nombre d'instruments de propagande du P.C., ils ont rassemblé tous les génies malfaisants de la société dans leur auberge noire et mené de furieuses activités contre-révolutionnaires » (*Journal de l'Armée, Jiefangjun Bao* du 6 juin 1966).

Dans l'opération menée contre Pékin, le maréchal Lin Piao va jouer un rôle capital. Il donne l'ordre aux généraux Yang Cheng-wou et Yang Yung de prendre par la force le quotidien *Renmin Ribao*, la radio ainsi que l'agence officielle *Hsinhua*.

Couronnée de succès l'opération enlève désormais au

contrôle des opposants les organes de propagande et jette le trouble dans le comité de Pékin.

Liu Shao-chi sur le sentier de la guerre

Le Président de la République, Liu Shao-chi, prenant exemple sur le précédent soviétique d'octobre 1964 où la victoire est revenue à celui qui a pris le premier l'initiative de convoquer le Comité central, se résout à rendre le coup en envisageant de faire déposer Mao par le Comité central dont il demande une réunion extraordinaire pour le 21 juillet.

Liu espère ainsi se donner une longueur d'avance pour le travail de couloir ! Un premier travail indirect doit en effet être entrepris par les éléments les plus déterminés de l'opposition.

Pour gagner à sa cause la majorité des votes, le président de la République doit s'assurer le concours de Teng Hsiao-ping qui, en qualité de secrétaire général du P.C. poste-clé, tient tout le système : le premier secrétaire du Comité pour la Chine du Nord, Li Hsueh-feng servira d'intermédiaire.

Le rôle exact joué par chacun dans la crise restera longtemps encore un secret de l'histoire. On sait néanmoins que Peng Chen se rend dans les provinces du Nord-ouest et du Sud-ouest afin d'y recueillir les adhésions. Sa mission est couronnée de succès puisqu'il rentre à Pékin accompagné de Liu Lan-tao premier secrétaire du Nord-ouest et de Li Ching-chuan, premier secrétaire du Sud-ouest et de surcroît membre du politburo. Pendant ce temps, les maoïstes annoncent le renouvellement du comité pékinois du P.C. Le nouvel organisme prend aussitôt la décision de destituer le recteur de l'Université, objet de la vindicte publique et nomme une délégation chargée d'assurer le rôle de comité du P.C. de l'Université en vue de sa réorganisation.

Le communiqué ne cite pas le nom de ceux qui, avec le recteur, se trouvent destitués : la chute de Peng Chen ne sera annoncée qu'une semaine plus tard avec une orchestration sans précédent. La disgrâce de Peng Chen entraîne du même coup celle de Lu Ting-yi, chef de la propagande et du général Lo Jyu-ching chef d'Etat-major général. Wou Tech premier secrétaire de la province du Kirin entre au comité de Pékin.

Dès lors, chaque classe, chaque section, chaque faculté va délibérer sur la « pureté révolutionnaire » de chacun.

Parti de l'Université de Pékin, puis ayant gagné tous les établissements d'enseignement de la capitale, le mouvement s'étend finalement à toutes les écoles du pays.

Le 13 juin 1966, le Comité central décide alors la suppression de tous les cours et fixe la rentrée en février 1967. Répondant à la convocation lancée par Liu Shao-chi, les membres du Comité central commencent, dès les premiers jours de juillet, à arriver dans la capitale. Le 15 juillet on y dénombre la présence de 51 titulaires et 58 suppléants alors que le Comité central compte 214 membres (121 titulaires et 93 suppléants).

On remarque — fait significatif — l'absence quasi-totale des représentants des provinces du Centre et de l'Est à l'exception, pour cette dernière de son premier secrétaire Li Po-hua qui n'est autre il est vrai, que le neveu de Peng Chen. Si les délégués des régions du Nord-ouest et du Sud-ouest sont fort nombreux, on constate cependant l'absence quasi-totale de leurs représentants militaires.

Le Nord-est (Mandchourie) n'a délégué que la moitié de ses membres. Quant au Nord, ses représentants résidant en permanence à Pékin sont donc sur place.

Volte-face de Teng Hsiao-ping : Mao consolidé

Mais Mao n'est pas non plus resté inactif. Au matin du

18 juillet il lance un « Appel spécial à tous les membres et suppléants du Comité central » pour leur annoncer qu'il arrive à Pékin afin d'assister en tant que président du P.C. à la session plénière qui ne peut commencer avant sa venue !

Le même jour, à Pékin, l'Armée entre en scène. Lin Piao fait arrêter le général Lo Jui-ching précédemment destitué cependant que les troupes, principalement de Chine centrale, prennent position à la périphérie. Depuis la veille le trafic ferroviaire est interrompu entre la capitale et le Sud.

Le 19 les troupes de l'Armée Populaire dont le Q.G. est installé au Shansi — province qui flanque celle de Pékin — se préparent à arrêter l'avance des unités venant du Shensi (province suivante vers l'Ouest) mises en route sur Pékin par le général Wang En-mao membre du Comité central et commandant militaire du Sinkiang, sur l'ordre du chef d'Etat-major peu avant son arrestation.

L'intervention rapide de Lin Piao et du nouveau chef d'Etat-major, général Yang Cheng-wou va, d'extrême justice, sauver la situation. La guerre civile est entrée.

Le 20 juillet : coup de théâtre avec la volte-face de Teng Hsiao-ping secrétaire général du P.C. En s'inclinant devant l'ordre du « Président Mao » enjoignant qu'on attendît son arrivée. Teng empêche alors les opposants de rassembler suffisamment de voix pour déposer Mao.

Comment expliquer ce brusque retournement ? Certitude acquise de ne pouvoir renverser Mao (Teng est en effet le mieux placé pour savoir que Mao reste le chef universellement vénéré. La Chine lui garde une certaine reconnaissance pour son œuvre. Reconnaissance qui s'allie d'ailleurs avec une vive perception par l'élite — communiste ou non — de certains problèmes non encore résolus). Ou alors désir d'obtenir le contrôle du formidable appareil militaire ?

Dès lors les événements vont aller très vite. Le géné-

ral Yang Cheng-wou, chef d'Etat-major général et le général Hsieh Fu-chih, ministre de la Sécurité publique, reprennent énergiquement la situation en mains.

Le 28 juillet quatre appareils militaires ramènent de Changhai à Pékin Mao et Lin Piao ainsi que les membres du Comité central qui leur sont demeurés fidèles.

Le plenum d'août 1966

La onzième session plénière du Comité Central s'ouvre alors le 1^{er} août pour s'achever le 12 août.

Aucune information dans les documents officiels alors publiés ne porte trace de la lutte qui s'est déroulée durant cette session plénière.

On relève seulement à cet égard les promotions dont certains font l'objet au sein de ce comité permanent de 25 membres dont le portrait est diffusé dans tout le pays et surtout parmi les premiers qui constituent les Sept Grands : d'abord la sensationnelle ascension de Lin Piao qui passe du sixième rang au deuxième accompagnée de la chute de Liu Shao-chi rétrogradant du deuxième rang au huitième rang.

Grâce à son « retournement de veste » au moment critique, Teng Hsiao-ping passe de la septième à la sixième place. Mais aucun doute qu'il a perdu la confiance de Mao.

Une ascension météorique : Tao Chu arrivant d'emblée du quatre-vingt dixième rang au quatrième. Et d'autres avancements fulgurants : Chen Po-ta passant de la vingt-et-unième place à la cinquième et Kang Cheng sautant du vingt-deuxième rang au septième. Ils se trouvent récompensés pour les services rendus !

Lorsque le jeu se déroule entre quelques dizaines de personnes il y a toujours place pour un phénomène centriste, Chou-En-Lai élément modérateur en est encore le bénéficiaire, il demeure au troisième rang !

Victoire à la Pyrrhus

Le groupe Mao — Lin Piao l'a sans doute emporté. Mais ce n'est toutefois qu'une demi-victoire puisqu'il n'a pas réussi à exclure ses adversaires du Comité central.

La révolution chinoise ne dévore pas ses enfants. Elle les perd en cours de route (Peng Chen, etc.) Depuis dix-huit ans, un seul excommunié Kao Kang — et encore à titre posthume! — dans l'optique chinoise, un « camarade » vivant est toujours récupérable.

Il est clair dès lors que le P.C. ne peut plus être pour Mao l'instrument idéal pour imposer sa politique.

Utiliser l'Armée? Méthode dangereuse et au surplus gênante devant l'opinion mondiale.

Mao qui a vu la menace voit la parade : il faut « descendre plus bas dans l'âge des hommes » d'où le recours aux Jeunes dont dépend l'avenir.

Alors vont apparaître les Gardes Rouges. Avant même la clôture du plenum du Comité central, est rendue publique, le 8 août, une « Décision du Comité central du P.C. chinois sur la Grande Révolution culturelle prolétarienne ».

Ce document en seize articles ouvre un dialogue entre le Comité central et les Jeunes dont l'orthodoxie communiste est inébranlable.

La propagande communiste est manichéiste : en regard du souverain Bien dont Mao est le symbole, elle place le Mal incarné par tout ce qui n'est pas maoïste... Ce comportement qu'ils ridiculisent maintenant, les Soviétiques oublient un peu vite que c'est eux qui l'ont appris aux Chinois, il n'y a pas si longtemps, à l'époque stalinienne!

Voilà donc demandée comme tâche à la jeunesse : la relance de la Révolution.

III. — L'OPERATION GARDES ROUGES.

Entièrement façonnés par la « pensée » de Mao, les Jeunes sont invités à rééduquer les anciens. Application du précepte de Marx : « Les éducateurs doivent être éduqués ».

C'est la première fois qu'un P.C. fait appel à une force extérieure à lui pour assurer une épuration et un changement de ligne !

Héritiers de la Révolution, dignes successeurs du prolétariat... 350 millions de moins de vingt ans prennent au sérieux ces appellations dont on les gratifie ! Ils sont ravis qu'on leur fasse confiance.

S'ils sont enthousiastes tous ces jeunes, les adultes, eux, apparaissent moins délirants quand même !

La Décision du Comité Central — véritable Charte de la Révolution Culturelle — préconise le recours « aux journaux muraux en gros caractères et aux grands débats pour dénoncer les génies malfaisants de tout acabit et aussi critiquer les insuffisances et les erreurs dans leur propre travail » (art. 3, alinéa 1). La Chine Rouge se met à l'heure des 5 Ta-cinq, nombre fatidique en Chine (comme au temps des empires, la Chine communiste se réfère à 5 (et non pas 4) points cardinaux : le centre ou milieu désigne le Pays qui se doit de rayonner sur le reste du monde) — nouvelles armes de la Révolution : le grand échange de vues, le grand épanouissement, la grande expression, le grand débat, les affiches à grands caractères.

Du jour au lendemain, la Chine entière devient un gigantesque tableau d'affichage.

A tous les coins de rues des panneaux parfois longs de 30 m et hauts de 3 m se couvrent d'affiches en grands caractères au milieu des montagnes de petits pains et de limonade rouge !

Cette extraordinaire explosion de griefs populaires que

favorise le caractère anonyme des affiches — les unes approuvant, les autres condamnant — entraîne la démythification d'un certain nombre de grands personnages.

Alors que les Tatzupao se transforment en journaux en constante réimpression, les Gardes Rouges font officiellement irruption sur la scène politique chinoise.

Des purs à la foi rouge.

Pour que Pékin remplace Moscou, il convient que la Chine conserve intacte la pureté de sa doctrine révolutionnaire. L'opération Garde Rouge est donc symboliquement une opération Rouge : écraser dans l'œuf le mouvement révisionniste qui risquait de s'affirmer après la mort de Mao. D'où cet appel à l'enthousiasme de ceux qui en ont à revendre, c'est-à-dire aux Jeunes, plus durs aussi, plus intransigeants même que leurs aînés aspirant déjà à un rythme de vie plus en accord avec leur tempérament !

La Révolution maoïste refuse de céder à l'embourgeoisement. De l'épuration en cours, le monde communiste doit sortir régénéré. Dès le début de Juin, les étudiants dits de gauche, suivant la rébellion des professeurs contre les autorités académiques à l'université de Pékin s'étaient constitués en Garde Rouge. Les autres étudiants qui voulaient en être devaient faire acte de candidature auprès de ce premier groupe et se faire élire. Il fallait avant tout, appartenir aux 5 classes « pures », ouvriers, paysans, soldats, cadres révolutionnaires non critiqués et martyrs révolutionnaires. Tout à fait exceptionnellement était accepté un étudiant « bourgeois », mais après qu'il eût renoncé à ses origines.

Environ 40 % des étudiants étaient effectivement Gardes Rouges. De juin à août 1966 le mouvement demeure limité aux Universités.

Le 14 août 1966 apparaissent les premiers brassards

rouges sur lesquels se détachent en caractères jaunes Hong Wei-bin (Garde Rouge).

Un grand meeting rassemblant un million de Jeunes se tient le 18 août sur la célèbre place de Tien An Men. Ce jour-là, à Mao qui, pour la circonstance a revêtu l'uniforme militaire de coton vert et porte une casquette frappée de l'étoile rouge, le maréchal Lin Piao remet solennellement un brassard de Garde Rouge.

Le mouvement Garde Rouge va dès lors s'étendre du 18 au 23 août aux établissements secondaires et s'élargir encore du 23 août au 8 septembre à l'ensemble de la population chinoise scolaire dès l'âge de 6 ans !

Le 23 août, pour la première fois, le quotidien du peuple — *Renmin Ribao* — soutient officiellement les Gardes Rouges.

En tenue kaki, casquette, ceinturon à fermeture métallique par-dessus la veste, brassard, les Gardes Rouges rassemblent maintenant les élèves de 6 à 25 ans mais les plus actifs sont ceux de 16 à 22 ans ainsi que les étudiants révolutionnaires (ceux qui ne portent pas de brassard).

Les Gardes Rouges reçoivent pleine liberté de se rendre n'importe où dans le pays.

Les grandes liaisons révolutionnaires.

Tout est gratuit pour les Gardes Rouges, trains, logements, nourriture. Ils voyagent où ils veulent par groupes de 10 ou 200, par trains entiers parfois même dans des wagons de marchandises quand la place manque.

Ainsi commence ce que l'on appelle les grandes liaisons révolutionnaires.

D'un bout à l'autre de l'immense Chine, de la campagne à la ville, de ville en ville, de la ville à la campagne, s'effectue un extraordinaire brassage de jeunesse.

Des trains entiers déversent des millions de jeunes qui

répandent leur agitation dans tout le pays ! Ils apprennent à connaître la Chine, à échanger des idées et expériences révolutionnaires. Certains venant des provinces les plus éloignées, n'ayant jamais vu de Blancs,, regardent ces « longs nez » — c'est ainsi qu'en Extrême-Orient on désigne un Blanc — comme s'ils étaient martiens !

A leur arrivée dans une ville, au centre d'accueil organisé par les autorités municipales, les Gardes Rouges trouvent un plan de la ville et les adresses des bâtiments où leur seront servis trois repas par jour et de leur lieu d'hébergement.

Comme bien l'on pense, les conditions de séjour sont des plus spartiates: ils les acceptent avec générosité !

Les Gardes Rouges ont aussi leur propre service d'ordre, les policiers culturels, qui canalisent la foule. A Pékin par exemple, aux arrêts des autobus, ils attendent dans des queues longues de 300 m !

Les villes littéralement envahies par ces jeunes livrés complètement à eux-mêmes se transforment en ville Rouges. A Pékin 60 trains par jour ont amené 11 millions de jeunes !

Partout des drapeaux rouges. Partout des citations de Mao : dans les vitrines, sur les guidons des bicyclettes, les chariots, les voitures des vendeurs de canne à sucre, les jonques, au revers des vestons...

Même la célèbre horloge de Wuhan surplombant le Yang-tse et qui, depuis quarante-trois ans, carillonnait toutes les quinze minutes les premières mesures de la pendule de Westminster a été mise à l'heure de la Révolution culturelle (depuis le 1^{er} janvier 1967, elle sonne les premières notes de la chanson populaire chinoise « L'Orient est rouge » en l'honneur de Mao).

Naturellement l'activité principale des Gardes Rouges est de faire des affiches où ils défendent la « pensée » de Mao. Ces affiches sont lues avec intérêt. On les

discute. On en fait d'autres qui sont collées à côté. C'est le grand Débat ininterrompu qui dure quatorze heures par jour!

Les débordements

C'est sans doute une idée géniale que d'utiliser les jeunes comme troupes de choc pour réveiller les adultes. Mais, entièrement monté et organisé par une fraction — la fraction dure et dogmatique du Comité central du P.C. inspirée par Lin Piao — le mouvement des Gardes Rouges, appelé à la relève un peu plus tôt que prévu, va heurter bien des scléroses!

Les inspireurs sont rapidement dépassés et leurs mots d'ordre outrepassés. En Chine, comme ailleurs, cet âge est sans pitié! Pour ne pas prendre d'exemples récents, souvenons-nous seulement de Savonarole qui, à Florence, au xv^e siècle, s'appuyait sur des jeunes fanatisés pour poursuivre l'épuration...

Les Gardes Rouges vont, en s'attaquant aux noms poétiques des rues de Pékin, aux idées les plus typiquement chinoises, mettre un enthousiasme d'iconoclastes et « apprendre à faire la révolution en la faisant ».

Toutes les révolutions n'ont-elles pas leurs épileptiques?

Les contre-révolutions aussi d'ailleurs!

Un été brûlant

D'aucuns proposent d'inverser les signaux lumineux des carrefours : le rouge, symbole du progrès et de la marche en avant, ne saurait être le signe du « stop ».

D'autres proposent de réformer le calendrier en comptant les années non depuis la naissance du Christ, mais depuis celle de Marx, donc depuis 1818, la Chine serait alors en l'an 149... Mais, plus que la naissance de Marx,

c'est leur propre mouvement qui devrait marquer, pour les Gardes Rouges, le point de départ de l'ère nouvelle!

Au début, des incidents violents se sont produits. La guerre aux beatniks et au luxe s'est traduite par la chasse aux souliers pointus, aux pantalons collants et bien délavés, aux cheveux longs, permanentes et boucles coupées chez les coiffeurs!

Les boutiques spécialisées dans les soins du visage, massages, pédicures, manucures, ont été fermées cependant que sur la devanture était placardé l'avis « en transformation ».

Les uns détruisent les enseignes au néon, vérifient dans les voitures de transport l'origine sociale des occupants. D'autres Gardes Rouges détachent les enseignes « féodales » des magasins, s'introduisent chez les particuliers, perquisitionnent de fond en comble et les interrogent ou les accusent de coutumes bourgeoises. Même la veuve de Sun Yat-sen, actuellement vice-présidente de la République, n'échappe pas au pillage de sa résidence jugée trop luxueuse!

Au cours de ces perquisitions, les Gardes Rouges confisqueront de nombreuses armes et même au total quarante kilos d'or cachés chez les particuliers!

D'honnêtes citoyens, des fonctionnaires et même des Kampu cadres du P.C. (ici ont ressurgi certains griefs, certains règlements de compte à retardement et qui datent de l'époque des attaques contre Mao après l'échec de sa politique du Grand Bond en Avant) ont souffert dans leurs corps et dans leurs biens des exagérations des Gardes Rouges.

La Révolution Française guillottinait ses savants et ses poètes.

La Révolution chinoise leur impose silence mais ils gardent leur tête!

Des ornements religieux ont aussi été supprimés sur les tombes des quelque mille soldats américains, an-

glais (600), français (200) tués lors de l'expédition de 1900.

On assiste également à la destruction des statues dans quelques temples — les Français en 1789 décapitaient aussi les statues des porches des cathédrales — ne sont pas non plus épargnés les petits lions de pierre qui ornent les vieilles maisons de Pékin.

Soutenir — comme on l'a lu à l'Occident — que d'incalculables trésors avaient été saccagés est singulièrement forcer la note. En effet, le commerce de l'antiquité est un monopole du gouvernement, qui vend encore certains objets n'ayant pas plus de 600 ans d'âge, il les fait livrer avec une plaque garantissant l'ancienneté (les revendeurs ensuite les gonflent d'années) mais la plupart des objets véritables ne dépassent pas cent ans, ce qui est récent selon les canons chinois...

Les musées que le régime a ouverts un peu partout n'ont pas été touchés ! Rien n'a été dérangé au musée d'art chinois ancien à Changai. Les trésors d'art de la Cité Interdite à Pékin sont intacts. Les palais et les anciens appartements impériaux dont le P.C. a fait un remarquable musée d'art, n'ont pas connu le saccage dénoncé ici. L'entrée de l'ancienne ville impériale est sous la protection de l'Armée qui en garde les portes rouges.

Tous ces débordements des Gardes Rouges ont été rapidement endigués et formellement désavoués. Et l'usage de la violence finalement interdit.

Les « Citations » ou la Bible Rouge

Parallèlement s'est ouverte une grande campagne pour la diffusion des Œuvres de Mao.

Une vague d'enthousiasme pour l'étude de la « pensée » du Président Mao s'étend à toute la Chine. Au cours de cet été brûlant, la fièvre gagne aussi toutes les imprimeries du pays afin d'assurer l'impression pour le 1^{er} octobre 1966 de 35 millions d'exemplaires des « Citations ».

Militaires et Gardes Rouges sont les premiers destinataires de cette nouvelle Bible que l'on va discuter, réciter et même chanter en commun.

Le ritualisme n'entraîne d'ailleurs pas seulement une attitude d'esprit mais aussi tout un gestuel. L'Occident s'étonne de ce qui ne saurait heurter une longue tradition chinoise de privilège des écrits canoniques, base idéologique irréfragable de la construction sociale. Mais c'est oublier que les Chinois ont l'habitude de recevoir les pensées d'en haut : le confucianisme était jadis monopoliste et obligatoire...

IV. — UNE REVOLUTION DANS LA REVOLUTION.

Au lendemain de Noël, le quotidien officiel du P.C. annonce un « nouvel élan » de la Grande révolution culturelle prolétarienne dans les entreprises industrielles à travers tout le pays. (*Renmin Ribao* 26 décembre 1966).

C'est en fait l'opposition rencontrée qui conduit les inspirateurs de la Révolution culturelle à en élargir le mouvement.

Un nouvel élan

Le *Renmin Ribao* (1^{er} janvier 1967) en fixe ainsi les tâches pour 1967 : transporter la révolution culturelle dans les usines et les compagnies pour accroître la production ; envoyer les intellectuels dans la campagne pour les intégrer aux masses laborieuses ; développer la démocratie sous l'égide de la dictature du prolétariat ; poursuivre la critique de la politique bourgeoise réactionnaire.

La Charte de la Révolution Culturelle dans son article 14 avait cependant conclu : « ...il est erroné d'opposer la révolution culturelle au développement de la production ».

Aussi bien importait-il de tenir l'économie à l'écart de

la tempête qui faisait rage à l'extérieur. Comme venait le souligner ce même *Quotidien du Peuple* : « Toute action qui affecterait la production amènerait de sérieuses conséquences » (*Renmin Ribao* 10 novembre 1966).

La Révolution culturelle devait, sur le plan économique, contribuer à l'obtention de résultats meilleurs quant à la quantité, la rapidité et la qualité — donc de façon indirecte en tant que stimulant.

Les tentatives des Gardes Rouges d'en étendre le mouvement à l'industrie vont provoquer une résistance active et entraîner même des heurts violents avec certains groupes d'ouvriers. L'opposition ainsi contrainte de se découvrir travaille à sa propre destruction ultérieure !

A la différence de Mao soutenu tout spécialement par la paysannerie, Liu Shao-chi prend appui sur le prolétariat urbain. Président des syndicats depuis 1932, il jouit d'une audience considérable dans le monde ouvrier. Pour saper cette influence sur l'appareil syndical, Mao va en frapper essentiellement le sommet.

D'où cette « Lettre ouverte aux travailleurs » distribuée le 4 janvier 1967 et qui vise non pas à abolir les syndicats mais à en épurer la direction en la personne du Président Liu Ning-yi accusé d'avoir mis l'accent sur la production et non sur la politique !

Dans les villes, notamment à Changai, les travailleurs hostiles à la révolution culturelle entreprennent de paralyser la grande métropole en arrêtant les transports, en coupant l'eau et l'électricité. Décisions qui d'ailleurs seront bien vite rapportées.

Puisque révolution il y a, il est bon qu'existe une résistance dont on exagère l'ampleur pour mieux montrer au peuple le danger que représentent les réactionnaires.

En réalité, la résistance ne peut qu'être sporadique et non organisée, du moins du vivant de Mao.

Certes un grand nombre des cadres P.C., des diri-

geants de l'économie ont été — ou sont — menacés par la Révolution culturelle mais ils ne se trouvent pas en mesure d'offrir une résistance organisée. Il leur manque l'appui essentiel : l'Armée.

Aussi bien ne faut-il pas, là encore, se laisser tromper par les expressions les plus courantes du langage révolutionnaire chinois : manière habile de préparer pour plus tard l'annonce d'une victoire qui apparaîtra d'autant plus éclatante que l'opposition aura pris le plus d'ampleur possible !

Or donc, de l'appel à la jeunesse Mao passe à l'appel aux masses ouvrières. C'est une vraie révolution dans la révolution. Et elle va provoquer de graves secousses.

Appel aux masses ouvrières

C'est en effet à la mi-janvier 1967 que la Révolution culturelle fait officiellement son entrée dans les usines avec la constitution d'une « armée de travailleurs » pour la défense de la ligne maoïste prolétarienne.

Le 17, les ouvriers ainsi mobilisés pour la Révolution culturelle prennent le nom de rebelles révolutionnaires prolétariens.

Les ouvriers, vont dès lors, tenir le devant de la scène occupé jusqu'à maintenant par les Gardes Rouges.

Ces rebelles révolutionnaires prolétariens sont décidés... « à prendre fermement en mains la direction dans tous les domaines politique, économique et culturel » (*Agence Hsinhua*, 17 janvier 1967).

Ainsi vont s'organiser sans grande coordination de nouvelles formations à Pékin, Changai et Nankin, mais qui n'affectent que l'industrie légère et les transports. L'industrie lourde, l'industrie chimique et l'industrie atomique liées à la modernisation de la défense nationale sont toujours maintenues hors du mouvement.

Les directeurs responsables de la production redoutent d'une participation excessive à l'activité politique, une

diminution de la production. Dès lors les ouvriers sont incités à s'occuper d'abord de leur travail plus que du reste. Et les voilà ces directeurs communistes qui jouent le jeu de l'économisme honni pourtant par le régime !

Pour retenir les ouvriers, ils les « intéressent » à la production : des salaires plus élevés sont accordés, avec même effet rétroactif, des ouvriers temporaires sont engagés définitivement...

Quant à ces sommes d'argent qu'ils reçoivent ainsi, les ouvriers n'ont aucunement l'intention de les déposer dans les banques mais entendent les utiliser pour se procurer des biens de consommation.

Les paysans tout au moins dans le voisinage des villes commencent par négliger les travaux saisonniers au profit de leurs lopins individuels. On assiste même à l'abattage et à la vente massive des porcs appartenant aux Communes populaires cependant qu'ailleurs certains s'emparent des biens collectifs matériels, semences, etc.

Le Comité central alors manifeste son autorité : le 18 janvier 1967, par une série de décisions, il est mis fin à l'affichage libre sur grands panneaux. Ordre est donné aux banques de refuser toute sortie de fonds correspondant à des dépenses non conformes aux paiements de l'Etat, ceci afin d'empêcher l'opposition, par des distributions de fonds, de rallier d'autres ouvriers.

A ces derniers il est rappelé qu'ils stimuleront mieux la production en n'exigeant pas d'augmentation de salaires ou de meilleures conditions de vie mais en s'inspirant de la « pensée » de Mao.

Aux paysans il est enjoint de rester dans les campagnes et de ne pas gagner les villes pour y présenter des demandes économiques irrationnelles » (entendez des augmentations). Et pour tous des consignes d'austérité : plus d'articles de luxe tels : appareils de radio, bicyclettes, montres.

La mise en place des groupes ouvriers et la cristalli-

sation des éléments d'opposition qui, menacés, entrent en lutte souvent violente avec les maoïstes, provoquent des troubles graves dans certaines régions et dans de nombreuses villes. Mao qui, souvent, au cours de sa carrière, a su remonter un courant hostile et faire de sa minorité une majorité, franchit un nouveau pas important le 21 janvier en ordonnant à Lin Piao de mettre l'Armée en action pour soutenir les rebelles révolutionnaires.

Poids croissant de l'Armée

L'intervention de l'Armée est ainsi justifiée par son quotidien : « Dans la situation présente où se trouve la Grande révolution culturelle prolétarienne il n'est pas possible pour l'Armée Populaire de Libération de s'abstenir d'intervenir. Certains préconisent la non-intervention mais c'est un prétexte pour détruire les masses. Il ne peut y avoir ni compromis ni neutralité ; notre Armée Populaire de Libération doit clairement et activement soutenir la gauche révolutionnaire et prolétarienne » (Jiefangjun Bao, 25 janvier 1967).

Autour des édifices publics, du Comité central, des centraux des P.T.T., l'Armée s'installe et pas seulement à Pékin mais aussi, précise l'Agence officielle chinoise, à Canton, Fuchow (au sud), Nankin et Wuhan (au centre), Kunming (au sud-ouest), Lanchow (au nord-ouest), Chengtu (à l'ouest), Tsinan (au Shangtung), au Tibet, au Sinkiang, en Mongolie intérieure.

On remarque l'absence de référence à Changhaï : la situation y est stabilisée !

L'intervention de l'Armée est donc décisive puisqu'elle aide les maoïstes à prendre le pouvoir sur le plan local en épurant les comités du P.C. et les municipalités hostiles à la Révolution culturelle.

Selon Mao, toute révolution s'enlise dans le conformisme sinon le confort si elle ne se retrempe pas dans

le feu de la révolte. Ce vaste renouvellement du personnel dirigeant est encore un aspect de la lutte, permanente depuis 1949, pour empêcher les cadres de s'installer au pouvoir et de s'embourgeoiser. Ainsi, avec la culture, c'est aussi le parti, la politique, l'Etat, qui ont besoin d'un grand nettoyage, d'une transfusion de jeunesse !

Retour à la modération

Le 29 janvier, approuvé par Mao était lancé par la Commission militaire du P.C. un « Appel à la modération » : interdiction des arrestations et des perquisitions arbitraires ainsi que des humiliantes promenades sous des chapeaux en papier infligées aux tenants de la ligne réactionnaire bourgeoise.

Le texte de cet appel placardé partout dans la capitale le 30 janvier est précédé de ces deux lignes : « Les huit points stipulés sont excellents. A publier tel quel : Mao Tsé-tung ». Certains y voient là l'acceptation par Mao et son équipe des conditions posées par Lin Piao et la hiérarchie militaire en échange d'une intervention demandée à l'Armée aux côtés des rebelles révolutionnaires maoïstes.

En attendant la victoire de l'Idéologie

Les auteurs de la Révolution culturelle ont donc été contraints sous la pression des événements de mettre fin à l'expérience vaut son terme.

Mais malgré le calme apparent en ce mois d'avril, le jour n'est pas encore venu de l'apaisement.

Mao en effet veut sa victoire idéologique totale qui peut, seule, lui assurer que la Chine Rouge continuera sa révolution dans l'orthodoxie.

Charles GARDIE.

Le Déficit de la Sécurité Sociale

Le budget de la Sécurité Sociale est en déficit permanent. Les dirigeants de la S. S. répondent que l'Etat leur impute des charges qui devraient être supportées par les collectivités publiques et le budget général. Lors d'une discussion irradiée, des représentants syndicalistes donnèrent des nombres (tous différents) du « chiffre d'affaires » de la Sécurité Sociale qui avoisinerait le budget général de la France malgré les imprécisions des tendances représentées. Il peut paraître étrange que la maladie ait des apparences idéologiques ; c'est pourtant le cas chez nous avec les représentations du monde du travail à la tête de cette administration devenue monstrueuse ; le syndicalisme politique prétend avoir son mot à dire dans la gérance médicale... Si nous en croyons nos yeux et une photocopie d'une lettre-circulaire datant de quelques années enjoignant de donner priorité de règlements à certaine catégorie de travailleurs, les influences politiques peuvent, en effet, être parfois utiles.

Notre propos ne concerne pas le fonctionnement de services, reconnaissons-le, difficiles et minutieux quant aux taux de remboursements, aux imprimés justificatifs souvent mal rédigés par les intéressés. Seules, les causes de l'énormité de ce budget nous intéressent. Pour déceler

si t
d'in
sign
de
cent
de
pou
U
pro
exp
l'en
dep
mer
des
tier
«
tab
vid
mo
cin
aut
auj
si
cou
rab
pai
ma
(
De
vie
dun
me
Ma
I
du
sid

si tous les Français sont malades à ce point, il importait d'interroger les « arbitres » de la maladie, ceux dont la signature permet de payer, donc des médecins de ville et de campagne. Avouons qu'en général ils se montrent réticents à entamer des discussions sur ce sujet. Il faut avoir de vieux amis et copains toubibs parlant à cœur ouvert pour apercevoir des lueurs de sources brutales.

Un agent médical (traduire par agent de publicité de produits pharmaceutiques allant de médecin en médecin expliquer les bienfaits des spécialités du laboratoire qui l'emploie), qui connaît parfaitement un métier pratiqué depuis quinze ans dans une demi-douzaine de départements, est formel : — La médecine, c'est d'abord un tiers des médecins qui tirent le diable par la queue, et deux tiers qui vivent bien et très bien de leur métier.

« Il suffit qu'un docteur ait eu deux cas mortels imputables — à tort ou à raison — à ses capacités, pour qu'un vide persistant réduise son revenu à peu de chose. Pour moi et pour mes confrères, le diplôme de docteur en médecine est une chose, et l'efficacité du toubib en est une autre. On soigne beaucoup empiriquement ; on essaie aujourd'hui telle spécialité et demain telle autre même si le premier flacon n'est qu'à peine entamé parce qu'en cours de route on a réfléchi qu'il serait peut-être préférable... Aucune importance, c'est la Sécurité Sociale qui paie les essais ou les erreurs ! Au prix des produits pharmaceutiques, évidemment tout cela coûte assez cher.

Ce garçon m'a prié de ne pas faire écho à ce qui suit. De sérieux pointages effectués par les laboratoires parviennent à déterminer le médecin qui ordonne leurs produits. Pour les en remercier et les inciter à persévérer, menues amabilités dont certains repas gastronomiques... Mais nous avons promis de ne pas insister.

L'avis des médecins confiants est unanime : la situation du médecin, et surtout celle du pharmacien, se sont considérablement améliorées depuis trente ans grâce aux

Assurances Sociales. Le malade ou présumé malade consulte facilement son docteur. Cinq toubibs ayant pratiqué sous trois républiques se montrent formels : clientèle augmentée de presque cinquante pour cent pour un même rayon d'action. Pour un canton de province, deux docteurs suffisaient largement en 1935 ; aujourd'hui, ils sont cinq fort occupés et le fils n'a pas le temps d'aller à la chasse autant que son père.

Une question à tous ces praticiens : A combien estimez-vous le nombre de malades imaginaires qui pouvaient se dispenser d'une visite ou d'une consultation ?

Les réponses varient entre vingt et trente pour cent, *mais aucune ne descend au-dessous de vingt*. Alors, tout devient compliqué. *La multiplicité des maladies décrites par la presse suscite des inquiétudes chez beaucoup de lecteurs*. On croit ressentir les mêmes symptômes, alors, on se précipite chez le toubib ; après tout, avec le remboursement de la Sécurité Sociale, on sera rassuré à peu de frais. Le docteur G... raconte :

— Une femme jeune prétend avoir un infarctus ; je l'ausculte soigneusement, rien. Elle revient en me demandant une note d'introduction auprès du professeur N... éminent cardiologue. Je l'examine à nouveau. Toujours rien. Je refuse donc la recommandation pour ne pas que mon illustre confrère me prenne pour un coyon. Déjà deux visites inutiles remboursées par la Sécurité. Ma cliente mécontente, va chez un autre docteur qui lui donne cette recommandation. Elle voit donc le professeur N... qui lui confirme — après cardiogramme à 80 F — que son cœur est en parfaite santé. Elle me l'avoue elle-même au cours d'une visite ultérieure. *La simple assurance contre une maladie imaginaire coûte cher à la Sécurité*. Cette dame n'est pas la seule qui se croit atteinte d'une maladie dont elle a lu la description dans un magazine quelconque.

Les médecins s'estiment peu payés et leurs prétentions dépassent le cadre de cet article. Enregistrons simplement

l'avantage du médecin rural autorisé à augmenter le prix de sa visite d'une prime kilométrique. Quand il visite trois ou quatre malades dans le même village, il facture trois ou quatre fois son unique déplacement. Bonne majoration en passant. Revers de la médaille : la perte de temps sur les routes.

Le chirurgien R..., vieille école, main sûre, refuse environ une cliente sur quatre ou cinq envoyées par des médecins. D'après lui, l'opération ne s'impose pas. Sa réflexion : « Je me demande où ces jeunes confrères ont appris la médecine. » Malheureusement, si le chirurgien « veut faire de l'argent », comme dit R..., il opère tout ce qu'on lui envoie avec ou sans nécessité. La Sécurité Sociale paiera le plus gros morceau !

— R... est connu, il ne manquera pas de clientèle, dit un autre médecin, mais nous, non chirurgiens, sommes astreints à la psychologie pratique.

Il explique qu'il ne peut pas se permettre d'éliminer les malades imaginaires, sous peine de perdre sa clientèle. Si un « malade » sort de chez lui sans une ordonnance et un diagnostic, il est perdu pour lui. Alors, fatigue..., médication inoffensive, toujours remboursée par la S. S. « alors que, dit-il, en leur recommandant de laisser leur bagnole chez eux pour marcher une demi-heure le matin et autant le soir, j'employais la meilleure pharmacopée, et gratuite en plus ! Mais ce conseil, non accompagné de quatre ou cinq mille francs (anciens) de drogues, ne leur paraîtrait pas compétent. »

Nul reproche aux toubibs de défendre leur biftèque : Si, partiellement, la maladie devient de la démagogie, la faute ne leur en incombe pas. Unanimement, ils sont scandalisés d'être dérangés pour un gros rhume que, jadis, chacun soignait sans s'arrêter de travailler. Aujourd'hui, un rhume semblable est passible de huit ou quinze jours de repos.

— De plus en plus, dit un médecin, on s'oriente vers la responsabilité de la capacité du médecin ; je n'invente rien, les journaux donnent une large publicité à des procès médicaux de divers ordres. Si un malade me demande un repos que je lui refuse, outre le risque de perdre un client, je peux ne pas déceler immédiatement un mal qui chemine et qui aurait besoin de relaxe. Alors, je ne refuse jamais le congé de maladie.

Un temps et il reprend avec le sourire :

— Même quand je devine que le malade a surtout besoins de quelques jours pour tapisser ou repeindre son appartement. Tout le monde devient bricoleur... payé puisque l'administration ou la Sécurité le paieront tout ou partie pendant son immobilisation à la maison. Il se peut que, dans les administrations payant à pleins tarifs leurs employés malades, certains abus soient flagrants. En plus des médicaments remboursés...

Dans un cas sur quatre, la Sécurité Sociale se transforme-t-elle en vache à lait ? Allons plus loin : encourage-t-elle la paresse de certains individus ?

Aborder ces questions en public provoque presque toujours des protestations. Il n'est pas question d'attaquer le principe de la Sécurité Sociale, institution indispensable pour que la maladie ne soit plus un luxe, notre but consiste à signaler les abus qui s'ancrent dans des habitudes et menacent de se transformer en coutumes. Or, le déficit de plus en plus béant de la S. S. est bouché par le budget général, c'est-à-dire par les contribuables qu'ils soient malades-fraudeurs ou non fraudeurs.

Un médecin avoue que la Sécurité Sociale oblige à pratiquer la médecine en série à cause « des bas honoraires consentis ». Il reconnaît quand même une moyenne de vingt clients par jour !

Le médecin homéopathe inséré en province dans la catégorie des « médecine générale » proteste :

— Pour faire correctement l'homéopathie, chaque client doit être examiné et surtout interrogé pendant quarante-cinq minutes. Si je fais de la série, je ne fais plus mon métier avec conscience. Pourtant, j'ai autant le désir que mes confrères de gagner de l'argent ! Un dentiste ordinaire met vingt minutes pour arracher une dent : coût 22 F ! Bientôt, seuls, les spécialistes pourront pratiquer consciencieusement leur métier car ils sont autorisés à percevoir des honoraires élevés qui leur évitent de pratiquer la série.

L'expression « médecine en série » imposée par les tarifs de la Sécurité Sociale revenant souvent dans les conversations, voici les explications données :

— Le client dit avoir mal « ici ». On palpe la région, pose trois ou quatre questions et on rédige l'ordonnance. Au suivant ! Un médecin non pressé sait que le mal « ici » peut être provoqué par un organe « là » assez éloigné du point de malaise. Il faudrait un examen général, long, qui prend presque une demi-journée dans un « centre médical ». La médecine en série peut se transformer en contre-médecine si le médicament ordonné et bon pour le mal local se révèle néfaste pour d'autres organes. Il est à craindre que les jeunes ayant hâte de se frayer un chemin pour gagner rapidement de l'argent, fassent de la médecine en série au détriment de la médecine complète. La compétence se réfugiera-t-elle au « centre médical » du patient examiné par tranches successives ou à l'hôpital où il sert de cobaye de démonstration ? La course à l'argent modifie sensiblement la médecine, il faut oser le dire publiquement et non plus se contenter de le murmurer entre nous en le déplorant. L'adaptation de la médecine au rythme des tarifs de la Sécurité Sociale ne peut pas être considérée comme un progrès.

C'est un point de vue que nous ne généralisons pas bien entendu.

Un vieux médecin, qui eut son long moment de renom

mée, n'est pas d'accord. Pour lui la médecine actuelle est trop onéreuse :

— Aujourd'hui, le médecin demande à son malade une analyse du sang, une analyse d'urine, un cardiogramme, une radiographie et que sais-je encore ! Avec les résultats étalés sur son bureau, il diagnostique et soigne. La médecine devient trop facile ! Nous parvenons au même résultat avec la profonde connaissance du patient dont les réactions sont notées sur une fiche à chaque visite. Je ne crois pas que la vitesse soit une bonne chose pour la médecine. Je ne pense pas que la dichotomie sévisse sur une large échelle, mais il devient de plus en plus évident que les différents éléments du corps médical cherchent à se favoriser mutuellement dans l'espoir, peut-être, que le confrère spécialisé renverra l'ascenseur à la prochaine occasion. Le déficit de la Sécurité Sociale s'explique fort bien et je suis persuadé qu'avec les habitudes prises, il ne pourra qu'augmenter.

Le tableau se complète, et aux abus constatés côté clientèle se joint la « nouvelle manière de guérir ». La santé publique s'en améliore-t-elle pour autant ?

Les toubibs sont formels, la recrudescence de la tuberculose et de la syphilis doit être attribuée aux immigrations de travailleurs étrangers exotiques particulièrement nord-africains et noirs mal contrôlés médicalement à leur entrée en France. Une législation, à la fois naïve et coûteuse pour les contribuables français, permet à ces étrangers *se sachant malades dans leur pays*, de travailler un laps de temps très court en France pour avoir droit à l'hospitalisation et aux soins complets... payés par la Sécurité Sociale. Les frais occasionnés par ces étrangers ne sont pas évalués exactement, selon le docteur parisien P..., mais ils seraient très élevés. (Il y a environ 1.750.000 étrangers en France). De même que, toujours eu égard à la S. S., les prix de journées d'hôpital et de clinique sont manifestement exagérés, toute proportion gardée avec le

prix d'une journée de pension complète dans un hôtel qui rémunère aussi son personnel dans un cadre nécessitant au moins autant de frais généraux ; malheureusement, il ne pourra qu'augmenter avec la méthode du « plein temps » dans les hôpitaux.

Ne rapportons pas l'attaque générale de « nos » médecins contre certains honoraires de chirurgiens, car nous en connaissons aux mains expertes mais lourdes aux bourses bien garnies, opérant gratuitement des personnes sans ressources. Mêmes attaques contre les prothèses dentaires, mais, là, nous n'avons pas entendu parler de cadeaux. Une anecdote pourtant, racontée par le docteur T...

— J'ai un parent auquel était ordonnée l'ablation des amygdales. Son ami, le professeur P..., chirurgien renommé, lui dit : viens me voir je t'enlèverai ça en ami, j'en ai pour à peine un quart d'heure. Douze minutes suffirent au praticien chaleureusement remercié par son ami qui, quinze jours après, reçut une note d'avoir à payer 90.000 F anciens (car l'histoire se passait avant le franc nouveau) pour « l'amicale » intervention chirurgicale.

Cela nous poussa à poser une question sur une concurrence très vive qui s'exerce, celle des guérisseurs dont les honoraires ne sont pas remboursés par la S. S. Présentement, une chasse active est déclenchée dans tout le pays contre les guérisseurs vrais ou faux ; beaucoup renoncent devant l'énormité des amendes infligées, s'il y a, comme on l'assure autant sinon plus de guérisseurs que de médecins en France, le déficit de la Sécurité Sociale risque de prendre des proportions gigantesques.

N'ouvrons pas la discussion au sujet des guérisseurs, elle ne fut jamais abordée sous son aspect réel. Le docteur N..., pour qui la guérison demeure une mission, regrette une élimination systématique de TOUS les guérisseurs, des vrais surtout doués de pouvoirs supranormaux, et raconte :

— En 1946, on ne savait pas grand-chose sur la poliomyélite et mon fils accusait les premières atteintes de ce terrible mal appelé, jadis, la paralysie infantile. Je n'hésitai pas et je m'adressai au célèbre L... déjà renommé pour ses interventions. Si mon fils est, aujourd'hui, un médecin homme normal, il le doit à L... à qui j'ai adressé d'autres malades que la médecine moderne améliore ou stabilise peut-être, mais ne guérit pas. J'estime fâcheux que A..., de Toulouse, n'ait pas été pris en contrôle, comme il l'avait demandé, par le corps médical. S'il n'y a que cinq ou dix pour cent de guérisseurs efficaces, le soulagement des souffrances humaines impose l'impérieux devoir de les utiliser.

Le docteur L..., partage cet avis. Sa fortune personnelle, assez considérable, lui permit de pratiquer la médecine pour le strict amour de l'art de guérir ; il fit de longs séjours en Inde et en Chine pour étudier les médecines locales aux remèdes en partie psychiques, s'attaquant aux causes plus qu'aux effets apparents. Quand il revint de son dernier stage en Inde, il déclara : « Nous ne savons pas soigner en Occident », et il ne s'intéressa qu'aux cas exceptionnels pour lesquels il utilisa le médium et l'hypnose. Esprit d'élite, d'une érudition extraordinaire, il aspirait à guérir par des moyens naturels (dont la volonté du patient). L'incompréhension de certains de ses confrères qui, eux, ne pouvaient pas se permettre de considérer la question financière comme secondaire, l'incita à travailler en solitaire pour son plaisir personnel.

Nous pouvons citer des malades ayant consulté docteurs et professeurs les plus éminents pour certaines maladies, abandonnés à leur sort d'incurables, qui ne trouvent soulagement que par une visite mensuelle ou bi-mensuelle à un guérisseur pratiquant l'imposition des mains... méthode déjà relatée dans la Bible. Ces guérisseurs renoncent devant la vague répressive qui s'abat sur eux. Qui soulagera ces malades pour lesquels la médecine légale

se déclare impuissante ? Ils traîneront de médecin en médecin (aux frais de la Sécurité Sociale) sans recevoir les bienfaits attendus par leur état. La disparition des guérisseurs non charlatans posera des problèmes d'effectif de médecins... puisque, dans quelques années, il en manquera dix mille en France.

*
**

Des « scandales » de fraudes fiscales atteignant des centaines de millions de francs, voire des milliards pour certains, indiquent que la maladie, devenue prospère affaire avec la Sécurité Sociale pour une majorité de praticiens et de fabricants de produits pharmaceutiques, pourrait très certainement s'insérer dans une meilleure harmonie financière générale avec quelque réalisme. Les pharmacies se situent en tête des fonds de commerce ayant acquis le plus de valeur ; mais, là encore, une réglementation vétuste interdit la création libre de nouvelles officines. Ce privilège corporatif ne facilite pas les commodités rurales et, en limitant la concurrence, on facilite le maintien des marges bénéficiaires qui, pour avoir été ramenées de 33 à 30 %, sans que l'on ait supprimé les treize à la douzaine pour certains articles, n'en constituent pas moins un élément — à la base et à la vente — de la « maladie chère ». Sur ce sujet, tous les médecins sont d'accord au point que ceux qui ajoutent quelque philanthropie à leur pratique utilisent, pour faire réaliser des économies à leurs malades pauvres, les échantillons gratuits donnés par les laboratoires.

Le Conseil de l'ordre des médecins défend ses membres, fait poursuivre la concurrence des guérisseurs. Il est dans son rôle, mais pratique une action unilatérale. Jamais il n'intervient pour sanctionner une insuffisance, une répétition de fautes graves professionnelles. Nous connaissons deux hommes pourvus du diplôme de méde-

cin qui n'ont jamais professé : « Je me sentais incapable de soigner » dit l'un. Un autre, commerçant pendant trente ans, se souvint, lorsque son affaire périclita, qu'il était aussi médecin, il ouvrit un cabinet. « Trente ans sans pratiquer équivaut à une nullité quasi totale » juge le docteur L... Pourtant, des malades lui confient leur santé... Le diplôme peut-il devenir le papier qui empêche un homme d'être accusé d'assassinat ? Sans l'œil vigilant d'un pharmacien compétent qui refusa d'exécuter une ordonnance, un de nos parents serait mort pour une erreur de posométrie faite par un jeune médecin traitant ; le cœur n'eût pas résisté à la dose prescrite. L'avertissement pour faute professionnelle grave ne pourrait-il pas rappeler certains médecins à plus d'attention et moins de précipitation ? On sanctionne un automobiliste coupable de délit malgré son permis de conduire officiel qu'on lui retire à l'occasion pendant un certain temps. Il semblerait logique que le conseil de l'ordre agît de même envers ses membres insuffisants. La santé est le seul capital humain qui vaille la peine de ne pas se laisser enfermer dans un privilège qui n'est pas sans légers nuages.

Je sais que les médecins refusent toujours d'aborder leur situation annuelle. Les réponses sont évasives. Mon vieux camarade de lycée, le docteur L... ne nous dit pas le montant de sa dernière déclaration au fixe, mais il donne quelques précisions :

« Dans la médecine générale, le plus mauvais ou le plus déshérité réalise 2.500 à 3.000 F par mois.

Au-dessus, c'est très variable, du double au triple suivant le lieu. Le spécialiste parisien approche souvent l'unité. Un docteur étranger en Algérie est payé 3.000 F par le gouvernement. Si l'on se décide au travail à plein temps dans les hôpitaux, il faudrait envisager un traitement mensuel oscillant autour de 4 à 5.000... »

*
**

La Sécurité Sociale demeure une institution indispensable. Côté malades et côté médecins, il y a vraisemblablement des lacunes dont la multiplicité des répétitions pèse lourdement dans les comptes annuels et leur déficit. Il semble, une fois de plus, qu'on ait donné un appareil merveilleux à un public mal préparé à le recevoir dignement, puis à en abuser jusqu'à le maltraiter. Autrefois, des malades utilisaient leurs vacances pour suivre une cure thermale. Aujourd'hui, certains usent de la cure payée par la S.S. en congé supplémentaire. Et personne ne songe à imposer la cure remboursée seulement hors saison.

La Sécurité Sociale ne devait s'appliquer qu'à certaines catégories de citoyens. La frénésie « d'égalitarisme » a étendu la gamme des participants à des catégories de personnes qui peuvent aisément se passer de l'assistance sociale.

En Allemagne, le même service paraît conçu avec plus de réalisme, considéré avec plus de sérieux par les malades et les médecins et davantage pratique pour les prestataires avec le système du carnet à timbres immatriculés que le pharmacien et le médecin apposent sur leurs factures directement payées par le Centre Social. Ce qui évite une paperasserie considérable et permet un remboursement total car si personne ne songe à consulter pour un rhume des foins, le médecin se montre avare de jours de repos immérités ; les bons ne paient pas pour les tire-au-flanc !

Comme dans beaucoup d'autres domaines, l'immoralité et l'incivisme sont peut-être les principaux collaborateurs du déficit permanent d'une bonne idée, réalisée, mais manquant de surveillance et tournant à la démagogie dans certains cas.

Pierre FONTAINE.

LE FASCISME A TRAVERS

ROBERT BRASILLACH et DRIEU LA ROCHELLE

« L'heure actuelle comporte cette question capitale : l'Europe va-t-elle garder sa prééminence dans tous les genres ? L'Europe reviendra-t-elle *ce qu'elle est* en réalité : un petit cap du continent asiatique ? Ou bien l'Europe restera-t-elle *ce qu'elle paraît* : la partie précieuse de l'univers terrestre, la perle de la sphère, le cerveau d'un vaste corps ? »

Le Fascisme a tenté d'apporter une réponse à cette question que posait Paul Valéry en 1919.

Tout d'abord qu'est-ce que le Fascisme ? Au sens strict c'est un régime établi en Italie de 1922 à 1945 comme le souligne Monsieur Dupuy dans son cours. Il se présente essentiellement comme un phénomène d'étatisme.

« Le principe essentiel de la doctrine fasciste — écrit Mussolini — est la conception de l'Etat, de son essence, de son rôle, de ses fins. Pour le fascisme l'Etat est l'absolu devant lequel les individus et les groupes ne sont que le relatif. Individus et groupes ne sont concevables que dans l'Etat ».

« Tout dans l'Etat, rien contre l'Etat, rien en dehors de l'Etat ».

Ce
vidua

Beni

Il

la dé

est l

porta

dier

pens

Robe

Ces

Fasci

le Bo

Il

mani

ciste,

fascis

toire

rienc

Ma

Car,

fascis

Qua

press

de lu

le ven

remer

Dès

différ

—

passé

et de

—

et de

Cet Etat fasciste est totalitaire, corporatif, en anti-individualiste, dominé par la forte personnalité d'un chef : Benito Mussolini.

Il est né en raison de l'humiliation des Italiens devant la dégradation de l'Etat : Ainsi, vous le voyez le Fascisme est lié à des circonstances de temps et de lieu. En s'exportant il va changer de visage : Notre propos est d'étudier la physionomie qu'il a pris en France à travers la pensée de deux écrivains qui ont dominé leur époque : Robert Brasillach et Pierre Drieu la Rochelle.

Ces deux hommes se sont proclamés fascistes. « Le Fascisme, nous dit Merleau Ponty, est une angoisse devant le Bolchevisme dont il emprunte les méthodes ».

Il aurait donc été très naturel d'étudier d'une part la manifestation de cette angoisse, c'est-à-dire la pensée fasciste, la théorie fasciste et d'autre part les méthodes fascistes et le fascisme tel qu'il s'est incarné dans l'Histoire contemporaine cela bien entendu à travers l'expérience de Brasillach et de Drieu.

Mais là je me suis trouvé devant une petite difficulté. Car, comme le dit Henri Coston : Brasillach s'est *cru* fasciste beaucoup plus qu'il ne *l'a été* réellement.

Quant à Drieu, Maurice Nadeau dit de lui dans l'Express : « Ses convictions fascistes n'ont jamais pu faire de lui un partisan sincère et discipliné. Il voit toujours le ver dans le fruit et il est incapable de se donner entièrement à quoi que ce soit ».

Dès lors il me fallait choisir entre deux exposés bien différents :

— soit traiter du fascisme historique et, de ce fait, passer sous silence ce qui dans la pensée de Brasillach et de Drieu se sépare de celui-ci.

— soit exposer dans son intégralité la pensée de Drieu et de Brasillach même lorsque celle-ci ne coïncide pas

avec l'expression historique du Fascisme. C'est cette seconde solution que j'ai choisi.

I. — LES GRANDS THEMES DU FASCISME

Drieu et Brasillach et la société

Brasillach et Drieu parlent d'une constatation, la décadence :

Dans « Notre avant-guerre » Brasillach montre les Français plus préoccupés d'acheter des billets de la Loterie Nationale ou de commenter le dernier crime crapuleux que d'observer les transformations du monde et d'agir en conséquence. « On discutait de l'érotisme. La France avait besoin de chansons et de jouets, la France avait besoin de songes. La France sursautait parfois devant quelque cauchemar, mais elle se rendormait précipitamment. C'était le temps du sommeil » (Notre avant-guerre p. 101).

Mais c'est Drieu plus que Brasillach qui est le chantre tragique de cette décadence. Dans « Notes pour comprendre le siècle » il brosse un réquisitoire terrible contre la société Française :

« La maçonnerie vétuste ; le catholicisme des évêques-préfets annonçant un rationalisme plus bas que celui des professeurs en Sorbonne sous le nom usurpé de Thomisme ; la Légion d'Honneur avec ses 200.000 membres ; les sociétés de secours mutuels et de pompes funèbres qui portaient en terre à peine née la jeunesse intellectuelle ; les fonctionnaires et les instituteurs enviant et imitant dans leur contre-conformisme le conformisme des classes dirigeantes ; la Presse (millionnaires incultes entourés de larbins humiliés) ; la littérature avec ses

académies pour plumes pâles, ses cent mille prix, ses revues mornes ; la noblesse embourgeoisée qui prenait des manières fades pour les bonnes manières ; la bourgeoisie qu'étouffait son reste de bonne humeur sous l'imitation des manières fades de la bourgeoisie à blason ; la petite bourgeoisie figée entre le cinéma et le café ; les ouvriers plus bourgeois que les bourgeois, ne voyant dans les mouvements sociaux qu'une spéculation cyclique sur les salaires, tout juste capables d'être antifascistes comme la bourgeoisie était capable d'être anticomuniste, aussi incapable d'être communistes que d'être fascistes ; les paysans honteux de leur état et se résignant âcrement à gagner de l'argent — tout cela c'était la France et la France n'est plus que cela ».

Pourquoi cette décadence ? Parce que la France n'a pas su accomplir cette révolution des mœurs qui est *la redécouverte du corps*, la redécouverte des sources profondes de la vie. Parce que les maîtres de la France ont oublié

« que la première règle de la raison c'est de faire la part large aux forces spontanées de la vie, de la santé, du sang ».

Cette perversion, pour Drieu et Brasillach, est *aussi bien le fait des hommes de droite que des hommes de gauche*. Pour eux droite et gauche s'équilibrent dans la négation et la stérilité. Cette appréciation est caractéristique de l'état d'esprit fasciste.

De tempérament Brasillach est un homme de droite. Rien ne l'attire à gauche : « Mes premières réflexions politiques ont rencontré l'Action Française et Maurras et ne les ont plus beaucoup quitté depuis lors » écrit-il dans « Notre avant-guerre ».

Cependant son adhésion est pleine de réserve. Il ne sera jamais un militant de la ligue d'A.F. mais tout simplement chroniqueur littéraire du journal.

Il ne croit pas au principe monarchique. Il pense que les doctrines ont moins d'importance que l'action qui en découle. Il est séduit par l'A.F. parce qu'il y voit un « pré-fascisme ». Enfin l'heure venue il se lancera dans la collaboration, toutes choses contraires à la ligne définie par Maurras et qui expliquent la rupture entre Brasillach et Maurras dès les débuts de l'occupation. Homme de droite en rupture avec la droite Brasillach est même sensible aux revendications de la gauche :

« Les triomphes de 1936 écrit-il révélaient des injustices abominables, aidaient à comprendre certaines situations, faisaient espérer des réformes nécessaires ».

En ce qui concerne Drieu la Rochelle c'est encore plus net.

« Je méprisais à jamais l'esprit étroit des droites, le contraste entre leur chaleur patriote et leur froideur sociale ; mais j'appréciais la vague aspiration qu'elles gardent pour la tenue. Je méprisais la débrailé des gauches, leur méfiance devant toute fierté du corps et pourtant je goûtais leur amertume ».

Il constate que la droite et la gauche sont également impuissants, l'une à renverser la démocratie, l'autre à renverser le capitalisme.

De surcroît aucune action ne saurait être uniquement de droite ou de gauche, car l'action est une : à la fois de droite et de gauche : « Lénine, dit-il, déclenche dans le monde la réaction antidémocratique, antilibérale, anti-parlementaire, en même temps qu'il fonde à jamais le socialisme économique ».

Refusant de se laisser emprisonner par les schémas de droite et de gauche Brasillach et Drieu, chacun sur un ton différent, *récusent le communisme*.

Pour Robert Brasillach l'anticommunisme est presque comme une donnée immédiate de sa conscience. Si bien

qu'il ne l'explique guère tant il tient cette position pour évidente.

Il restera toujours fermement anticommuniste. Le rôle tenu par le P.C.F. dans l'affaiblissement de la France avant la guerre, et le voyage qu'il effectue à Katyn où il voit de ses yeux les corps de 12.000 officiers polonais exécutés par les Soviétiques le confirment dans son attitude jusqu'à sa mort.

L'attitude de Drieu la Rochelle vis-à-vis du communisme est différente. En 1911 ses meilleurs amis sont Aragon, Paul Vaillant-Couturier, Raymond Lefebvre, futurs chefs communistes. Son anticommunisme n'est donc pas viscéral, il est raisonné. Et il n'est point surprenant qu'il soit le seul à avoir apporté une critique à la pensée marxiste. Il dénonce chez Marx le mythe de la souveraineté politique totale exercée par une seule classe.

« Une classe est formée d'un grand nombre d'individus : or le pouvoir n'est jamais tenu et exercé en fait que par un petit nombre d'individus ».

Lors d'un changement politique et social il n'y a pas, en fait, de remplacement d'une classe gouvernante par une des classes gouvernées, mais un simple changement d'élite. Il y a, dit-il,

« passage du pouvoir d'un type d'élite hors classe à un autre type d'élite hors classe ». Car, en effet, ces élites ne sont pas homogènes. Parmi les chefs révolutionnaires de 1789 on trouve aussi bien des aristocrates que des roturiers et d'anciens prêtres. Drieu critique encore Marx à propos de sa division de la société en 2 classes (propriétaire-esclave ; seigneur-serf ; bourgeois-prolétaire).

« Au Moyen Age à côté du clergé de composition complexe, il y avait la bourgeoisie naissante ou renaissante de l'Antiquité, diverses noblesses, l'aristocratie souveraine et deux ou 3 espèces de paysans. Sous la

monarchie il y avait 5 ou 6 classes. Peut-on confondre noblesse d'épée et noblesse de robe, haut et bas clergé, clergé séculier et clergé régulier, bourgeois des villes et paysans libres ou serfs, anciens artisans et nouveaux manufacturiers ? Enfin de notre temps nous savons bien qu'il en est de même ».

De surcroît : « les classes ne sont jamais immobiles : les classes inférieures fournissent un apport continuels aux classes supérieures ». Il y a un phénomène de circulation sociale qui désagrège aussi bien le mythe des classes homogènes marxistes que celui des familles élues de Gobineau.

La Révolution marxiste, c'est-à-dire le passage de la bourgeoisie au prolétariat est un mythe. Car à tous les échelons du processus révolutionnaire le prolétariat est privé de l'initiative. Les chefs du prolétariat : Marx, Engels, Bakounine, Trotsky, Lénine, Jaurès sont le plus souvent des bourgeois. C'est eux qui font la Révolution en manœuvrant les masses. Et quand la Révolution est consommée, ce n'est pas la dictature du prolétariat qui s'instaure mais le pouvoir d'une bureaucratie composite. Telle est la leçon à tirer de l'exemple russe. Bien plus l'histoire montre que loin de chercher à réaliser le communisme, cette bureaucratie a des soucis plus immédiats à savoir l'industrialisation du pays.

« La Russie n'avait pas de matériel, dit Drieu, il lui en faut conquérir un. Pour elle, le mécanisme est une foi nécessaire, le lyrisme convenable à son effort actuel ».

A ce titre l'expérience soviétique ne peut pas servir de modèle à l'Europe qui est déjà « saturée de matière, de matériel et de matérialisme ».

C'est ce qui déçoit le plus Drieu dans la Révolution Russe :

« Ça n'était pas du tout ce que je croyais la Révolution Russe. Ces naïfs ne pensaient qu'à se faire Américains. Une poignée d'intellectuels voulaient damer le pion à

Rockfeller et autres mythes atlantiques. Ils construisaient un capitalisme d'Etat, des trusts d'Etat ».

Et quand on lui dira :

« — Vous auriez dû être communiste.

Il répondra :

— On n'est pas communiste. On est Russe ou on n'est pas Russe. Je ne suis pas Russe ».

Donc Robert Brasillach et Drieu la Rochelle refusent le communisme parce qu'ils sont nationaux. Cela pose le *problème du nationalisme*.

Robert Brasillach est nationaliste, du meilleur nationalisme français celui qui fait dire à Barrès « Nationalisme est acceptation d'un déterminisme ».

« Un pays, dit Brasillach, ce n'est pas pour moi une idée, c'est une réalité de chair, ce sont ses hommes, ses femmes, ses enfants et ses terres ».

Dans un poème il s'écrie :

« France ! Je ne te louerai pas seulement d'avoir l'épée,
Ni d'être la plus claire, vaste et ronde au bord du lac

[Méditerranéen,

Ni d'avoir su justement ce qu'il faut dire et où il faut
[frapper,

Ni d'avoir la race des Rois et les noms les plus anciens
Je te louerai seulement d'être la France familière. »

C'est le nationalisme qui explique son intimité avec l'Action Française bien qu'il ne suive pas Maurras dans ses conclusions.

Lorsque viendra le temps des épreuves il écrira avec fermeté :

« En cas de danger, c'est à sa nation qu'il faut se rattacher, elle seule ne trompe pas. »

Drieu la Rochelle quant à lui est patriote. La France est sa patrie, il l'aime « comme une femme rencontrée dans la rue » mais il récuse le nationalisme :

« Le nationalisme n'est beau nulle part. Ses manifestations les plus hautes sont devenues aussi stériles, aussi ridicules, aussi sinistres, aussi haïssables que les plus basses. C'est aussi ennuyeux et désolant d'entendre un écrivain allemand rabâcher sur la profondeur ou un écrivain français sur la clarté que de voir défiler une société patriotique avec des clairons, des drapeaux, des médailles ».

Plus le temps passera et plus la critique de Drieu sur le nationalisme sera acerbe. Le nationalisme est une impasse. Il faut faire l'Europe, telle est la nécessité vitale.

Anticommunistes parce qu'ils sont nationaux Brasillach et Drieu sont *anticapitalistes parce qu'ils sont socialistes*. Le fascisme est le résultat de cette équation politique :

« Le fascisme, rappelle Brasillach en 1941, n'est pas le marxisme, mais les injustices contre lesquelles le marxisme s'est élevé et contre lesquelles il propose ses mauvais remèdes, le fascisme lui aussi les combat et les exécute ».

Ce socialisme fasciste n'est pas celui de la S.F.I.O., ni celui qui a vu le jour en Russie, car ce dont a besoin l'Europe, ce n'est pas de machines, c'est du supplément d'âme.

A cet effet le capitalisme sera étatisé :

« Car, dit Drieu, du jour où le capitalisme travaille dans les cadres de l'Etat il ne travaille plus pour des buts individuels, il travaille pour des buts collectifs et pour des buts limités ». Il faut que ces buts collectifs soient des buts spirituels.

Le socialisme, pour Drieu, s'inscrit dans la ligne de St Simon, de Fourier, de Cabet, de Toussenel, de Proudhon, ce socialisme français « qui fut calomnié et étouffé par Marx et par les marxistes qui n'était nullement matérialiste, mais qui était humain ».

Ce fascisme antilibéral et antimarxiste quelle sera sa charpente ? Brasillach ne dit pas grand-chose là dessus.

C'est qu'au fond Brasillach est un individualiste foncier : « Je soupçonne que nous étions avant toute chose anarchiste de tempérament » dit-il dans « Notre avant-guerre ».

Drieu est plus cohérent. Pour promouvoir le régime fasciste, il faut *un parti nouveau*. « Ce parti devra être conçu sur le modèle des grands partis qui ont triomphé dans le monde depuis 20 ans à Moscou, à Rome, à Berlin, à Angora, à Varsovie et à Washington. Ce parti ne peut être que national et socialiste. Il aura à taper

1° — sur les royalistes, sur les bandes réactionnaires stipendiées par le capital

2° — sur les radicaux et les socialistes routiniers

3° — sur les communistes qui se confinent dans un ouvriérisme étroit et stérile.

A ce parti qui exprime la Nation il faut *un Chef*. C'est la déduction naturelle que fait Drieu en bon Nietzsche qu'il est « Nietzsche ayant posé l'automobile de l'homme au milieu de l'univers, et l'autonomie de l'action de l'homme, indique par voie de conséquence que la cellule de l'énergie humaine, du mouvement social, c'est l'individu capable du maximum d'action, l'individu d'élite : le maître. Il pose ainsi de façon implicite le double élément social sur quoi se fonde le fascisme : le chef et le groupe qui entoure le chef ».

Le chef est celui qui va purifier la Race c'est-à-dire lui redonner le goût des activités physiques et écarter de la communauté certains éléments inassimilables — en tout premier lieu, les juifs.

L'antisémitisme appartenait à la tradition de l'Action Française. Maurras distinguait « *L'antisémitisme d'Etat* » qu'il préconisait et qui vise à l'adoption d'une législation limitant l'influence juive dans la communauté nationale, et « *l'antisémitisme de peau* » c'est à dire le racisme passionnel de l'Hitlérisme qui n'était pour lui qu'une manifestation supplémentaire de la « *Barbarie germani-*

que » et du « Jacobinisme Luthérien » qu'est le nazisme.

L'antisémitisme de Brasillach procédait de sa formation Maurrassienne. Hors le fait qu'il désirait ne point voir des Juifs occuper des postes de responsabilité nationale, Brasillach ne haïssait pas les juifs d'une façon aussi viscérale et définitive que Louis Ferdinand Céline par exemple. Il protesta notamment dans « Je suis partout » à des mesures antisémites prises par les Nazis. Ce qui entraîna une enquête de la Gestapo visant à prouver que le nom de Brasillach était en réalité une déformation du nom juif Barziläi.

Drieu la Rochelle pour sa part n'est pas raciste : « D'abord vous n'êtes pas des Germains, assez de ces blagues — dit-il aux Allemands — pas plus que nous sommes Gaulois ou Latins, ou que les Italiens ne sont Romains. Figures esquissées par la poésie, épaissies en forme de monstres politiques par des petits bourgeois nostalgiques, au fond des bibliothèques du XIX^e siècle ».

S'il est antisémiste, son antisémitisme est fondamentalement différent de l'antisémitisme classique de la droite. Pour l'homme de droite le juif a une intelligence *dissolvante*. C'est lui le moteur essentiel de la Ruine des Sociétés ! Il est le révolutionnaire par excellence. A contrario plus de juifs, plus de Révolution.

Pour Drieu au contraire les juifs sont incapables de faire la Révolution. Et il les condamne en tant que révolutionnaire :

« Ce que je reproche avant tout aux juifs c'est d'être des bourgeois qui embourgeoisent tout ce qu'ils touchent. Ce sont eux qui ont embourgeoisé le socialisme. Ce sont eux qui ont fait de la II^e internationale, de la SFIO, du « Populaire » ces pétaudières remplies de bavards d'argumenteurs et d'impuissants. Les juifs ne sont pas du tout des révolutionnaires. Ils sont incapables de mener à bien une révolution ».

Il n'y a pour Drieu que deux solutions à la question

juive : le sionisme ou l'assimilation. Le sionisme a toute sa sympathie :

« Les nationalistes de tous les pays doivent aider les juifs sionistes dans leurs efforts. Nul plus bel hommage offert à la philosophie nationaliste que celui des juifs sionistes ».

Soit doit en passant, sionisme ou assimilation, c'est l'alternative qui fut préconisée par Arthur Koestler dans « Analyse d'un miracle » (1948) et qui est le résultat de l'évolution historique s'il faut en croire le livre « Fin du peuple juif » écrit par Georges Friedman en 1965. Le fascisme c'est encore plus, pour Drieu et Brasillach, le règne de *la jeunesse*.

Le fascisme dans une certaine mesure a substitué le conflit de génération à la lutte des classes. Prendre parti pour la jeunesse c'était être fasciste, s'engager dans les rangs des Anciens c'était être bourgeois, conservateur, communiste, etc...

Brasillach visitant l'Allemagne nazie reconnaît que le régime doit son avènement aux plus de 25 ans. « Mais ils peuvent l'avoir créé désormais le mouvement n'est plus pour eux, il est pour la jeunesse ».

Drieu s'écrie : « Ravagés par des destructions plus fatales qu'une guerre de notre temps, sans dieux ni maîtres, nous n'avons que notre jeunesse. A quoi d'autre pouvons-nous croire ».

Brasillach et Drieu, sans se concerter, useront des mêmes mots pour définir leur destin : « je me suis promis de rester fidèle à la jeunesse ». Défi tragique auquel répondra très précisément Jean-Paul Sartre, engagé au service d'une autre cause : « Nous avons tant de fois trahi notre jeunesse qu'il est simplement décent de la passer sous silence » (Préface à « Aden Arabie » de Paul Nizan).

B — Drieu et Brasillach face à l'actualité.

Le grand problème d'actualité hier comme aujourd'hui

c'est l'Europe et la situation de la France en Europe.

Vers les années 1934 l'Action Française songeait bien davantage à une restauration de la puissance française qu'à une entente des nations Européennes. A l'Action Française l'idée Européenne apparaissait comme un déplorable égarement démocratique et un piège tendu à la nation française par certaines forces internationales. La germanophobie de Maurras sera à l'origine de cette démarche qui est celle de Robert Brasillach. Avec l'avènement de Mussolini, Maurras compose avec l'idée européenne et envisage l'éventualité d'une alliance latine. La guerre d'Espagne voit éclore la même sympathie pour Franco. Mais Brasillach dépasse les choix de Charles Maurras. Non seulement sa sympathie est acquise au fascisme et au franquisme mais encore à la suite d'un voyage en Allemagne nazie il devient ouvertement germanophile. Cependant malgré ce faisceau de sympathies européennes Robert Brasillach n'atteindra pas à la conscience d'une Europe globale, organique comme Drieu la Rochelle.

« Il faut faire *les Etats Unis d'Europe* parce que c'est la seule façon de défendre l'Europe contre elle-même et contre les autres groupes humains ».

Dans « Genève ou Moscou » il écrit :

« Entre Calais et Nice j'étouffe ; je voudrais m'allonger *jusqu'à l'Oural...* Nous sommes 360 millions. Il faut faire l'Europe à moins qu'on ne soit bolchevik d'extrême droite ou d'extrême gauche, à moins qu'on ne veuille laisser un grand bûcher s'amonceler sur lequel flambera avant vingt ans toute la civilisation, tout l'espoir, tout l'honneur humain... (« l'Europe est menacée par l'impérialisme capitaliste de l'Amérique et par l'impérialisme communiste de la Russie »).

Pour Drieu : « L'Européen est capable de monter une nouvelle construction originale et imprévue ».

Cette Europe ainsi définie géographiquement il ne la conçoit que dans la mesure où elle est égalitaire. Il rêve d'une fédération de pays socialistes qui établisse l'unité sans ruiner les diversités.

« L'Europe ne sera pas en tout cas Américaine car « Nous sommes moins vieux que les Américains, le plus vieux peuple qu'on connaisse » et le plus sénile pour ce qui est de l'apport à cette nouvelle spiritualité dont Drieu souhaite l'avènement. Elle ne sera pas davantage Russe pour les mêmes raisons. Pour Drieu les Russes ont le même idéal que les Américains « un idéal de production de fer blanc ».

Drieu exclut temporairement la Grande-Bretagne de l'Europe : « On ne peut pas parler de mission européenne de l'Angleterre tant que celle-ci sera la tête de pont des Etats-Unis en Europe... L'Angleterre a en outre trahi sa mission Européenne du jour où elle admit la création du Commonwealth qui déplaçait l'axe de son Empire hors d'Europe ».

« Dans une telle Europe, le rôle de la France est terminé dans le sens traditionnel des derniers siècles comme nation absolument autonome et souveraine ».

S'adressant, par-delà le temps, à tous ceux que le problème Européen préoccupe Drieu écrit : « Peu importe que l'Europe que je propose soit celle qui se fera, l'important c'est que je vous incite à penser en Européens ».

Autre problème, celui de l'Allemagne et dérivant de lui le problème de la paix ou de la guerre.

Robert Brasillach a vu de ses yeux l'extraordinaire puissance du national socialisme allemand. Il est fasciné, mais non pas au point de nier le danger allemand. Et lorsqu'il déclare : « De même que Jacques Bainville revint Monarchiste de l'Allemagne d'avant-guerre, de même tout Français revient de l'Allemagne d'aujourd'hui persuadé que son pays, que sa jeunesse, pourraient faire

aussi bien que nos voisins. Et cela c'est une leçon valable pour tous ». Sous entendu : Non seulement valable mais urgente. Seul un régime fort, de type fasciste en France pourra éviter ou supporter le choc du puissant voisin allemand. Drieu la Rochelle aussi dénonce les risques d'hégémonie allemande. L'alliance Berlin-Paris est trop dangereuse pour Paris car c'est l'alliance du pot de fer et du pot de terre. Devant cette volonté de puissance du Nazisme Drieu affirme : « La question est de savoir si l'Angleterre et la France préfèrent rester des démocraties ou préfèrent rester l'Angleterre et la France ».

Le salut de l'Europe exige une France et une Angleterre Fascistes, car s'écrie Drieu :

« J'appelle fasciste la seule méthode capable de barrer et de détourner l'expansion des pays fascistes. Et je dis : vous dormirez et vous mourrez en démocrates, en libéraux, ou vous ressurgirez, revivrez et triompherez en fascistes ».

Fort de cet appel, Brasillach et Drieu s'engagent dans cette voie : le premier en devenant rédacteur en chef de « Je suis partout » hebdomadaire fascinant, le second en adhérant au Parti populaire français de Jacques Doriot dont il devient le théoricien en même temps que membre du comité central.

L'un et l'autre dénoncent le « bellicisme antifasciste » qui veut lancer la France dans une guerre sans issue, pour laquelle elle n'est préparée ni militairement, ni moralement.

Et c'est la conférence de Munich. Brasillach et Drieu saluent la paix tout en percevant l'ambiguïté de celle-ci. Dans une lettre à Edouard Daladier Drieu s'écrira « Vous êtes revenus de Munich couverts de notre honte ». Cet esprit Munichois entre parenthèse ne fut pas particulière « aux milieux fascistes » Léon Blum lui-même parle du « lâche soulagement » qu'il avait éprouvé en apprenant la signature de l'accord.

Plus que jamais, il convient de renforcer le potentiel de la France. Rien n'est fait. Pas même par le P.P.F. Drieu démissionne du parti et écrit à Doriot : « Vous nous avez trompés, vous n'avez pas voulu sauver la France ».

Mars 1939 l'Allemagne envahit la Tchécoslovaquie. Les fascistes, tout en appréhendant une guerre aux issues douteuses, protestent contre l'agression nazie.

En septembre 1939 c'est la guerre. Cette guerre qu'ils n'ont pas voulu, les fascistes vont tenter de la gagner. Mais il est trop tard. Les Panzers de Guderian déferlent sur la France. L'occupation commence. Brasillach et Drieu choisissent la collaboration. Y eut-il un rapport nécessaire entre fascisme et collaboration ? Écoutons J.-P. Sartre répondre à cette question « Ce serait une erreur de confondre collaborateur et fasciste, bien que tout collaborateur dut accepter par principe, l'idéologie des nazies. En fait certains fascistes notoires se sont abstenus de pactiser avec l'ennemi parce qu'ils estimaient que les conditions n'étaient pas favorables à l'apparition d'un fascisme dans une France affaiblie et occupée ; d'anciens cagouleurs sont passés à la Résistance. Diversement il s'est trouvé un certain nombre de radicaux, de socialistes, de pacifistes pour considérer l'occupation comme un moindre mal et pour faire bon ménage avec les Allemands.

« Les pessimistes nés, écrit Brasillach, nous expliquent qu'on a jamais vu une nation vaincue s'entendre immédiatement avec son vainqueur. Si on l'a vu. On a vu l'Autriche après Sadowa. La Prusse ne lui a rien demandé que l'entente.

Sans vouloir préjuger de l'avenir et des inévitables conséquences de la défaite on peut songer à cela — et préparer aussi bien ou même mieux ».

Drieu pour sa part rallie la collaboration en raison de ses convictions européennes :

« De 1920 à 1930, écrit-il, je croyais à la S.D.N. : j'y voulais croire. Je disais aux Anglais et aux Français : Vous en abusez ; aux Allemands : acceptez l'abus qui est compensé par une immense possibilité européenne. Aujourd'hui je dis aux Allemands : Abusez-vous ? aux Français : acceptez l'abus ».

Puisque l'Europe semble impossible sans une hégémonie, acceptons l'hégémonie allemande, conseille Drieu. Ce qui n'exclut pas l'urgence pour la France d'opérer sa propre révolution.

Mais la Révolution ne vient pas

« Personne, dit Drieu, n'a choisi entre une nouvelle autorité franche et rude et la licence d'hier revenant sous des formes empruntées. Personne n'a encore choisi entre le capitalisme et le socialisme, entre une liberté des consciences, jusqu'ici inconnue en France, et la vieille routine cléricale qui sans pudeur se propose pour remplacer la vieille routine anticléricale : personne n'a choisi carrément entre l'Allemagne et le communisme ».

« Le moral baisse de toute part dans le pays, écrit Brasillach, parce qu'on fait tout pour décourager les nationalistes français... Nous ne pourrions pas continuer à tenir à bout de bras une fiction, à laquelle nous ne croyons plus ».

Brasillach et Drieu sont d'autant plus déçus que l'Allemagne a trahi leur espérance. Elle ne considère pas la France comme une alliée à part entière : au contraire elle abuse de la ruine matérielle et morale du pays vaincu.

En septembre 1943 Brasillach abandonne « Je suis partout » dont il ne partage plus les convictions ultracollaboratrices.

Drieu pour sa part a renouvelé son adhésion au P.P.F. de Doriot en nov. 1942, non par conviction mais par provocation.

« Il y a cinq ans que je n'ai plus aucune illusion sur

Doriot ; au fond c'était un homme politique radical ; mais alors qu'il y a tant de gens qui me haïssent, j'ai voulu leur donner une raison bien claire de me haïr et de me tuer ».

Par là Drieu anticipe sur son suicide. Son adhésion est déjà un suicide politique. C'est le temps des désillusions pour Drieu la Rochelle et Robert Brasillach, qui s'ouvre sur notre II^e partie.

II. — LES EQUIVOQUES DU FASCISME.

Il y a une équivoque au niveau des personnes et une équivoque au niveau des faits.

Équivoque au niveau des personnes.

En effet tout oppose Drieu la Rochelle et Robert Brasillach.

1) Robert Brasillach est *un homme du Sud*. Il est né à Perpignan. Il est féru de culture gréco-latine. Il écrira une « Anthologie des poètes grecs » et une « Présence de Virgile » qui font autorité en la matière. C'est le Méditerranéen par excellence épris de lumière et de perfection plastique. Sans doute ce tempérament « sudiste » sera-t-il pour beaucoup dans son intimité avec Maurras, cet autre grand Méditerranéen. Drieu la Rochelle est au contraire *un homme du Nord* et qui se donne pour tel. D'ascendance Normande, il pense que si la France, produit du mélange des apports méditerranéens et nordiques, connaît la décadence c'est à cause de l'oubli progressif de l'élément nordique au profit des éléments juifs et gréco-latins. Il faut faire retour aux sources véritables de la France, car écrit-il dans « Le Français d'Europe ». La France est une des incarnations authentiques du génie nordique ». On songe à Barbey d'Aurevilly qui proclamait « Je suis plus Normand que Français ».

2) Robert Brasillach, nous l'avons dit est *un homme de*

droite. S'il rompt avec la droite classique il reste marqué par son passage à l'Action française. Au contraire l'origine politique de Drieu la Rochelle est plus ambiguë. Il fréquente des communistes, trop même pour ne pas partager certaines de leurs idées. Par la suite lorsque le fossé s'élargira entre eux et lui, certains souligneront que toute la démarche de Drieu aura consisté à faire un programme de gauche pour un parti de droite. « J'ai manqué devenir communiste vers 1934, je suppose ; de 1926 à 1935 je me rapproche du communisme » (Drieu, *Récit Secret* p. 61).

3) Il y a une différence entre les 2 auteurs *au niveau de l'écriture*. Brasillach s'avoue disciple de Colette et de Giraudoux. Son écriture est délicate et ses œuvres attirent immédiatement la sympathie du lecteur.

Au contraire Drieu la Rochelle est pétri de Nietzsche. Son écriture est sèche, exigeante. Le ton de ses œuvres est volontiers dur et cynique. On le situe généralement entre Montherlant et Malraux.

4) L'engagement politique des deux hommes n'est pas de même nature. Le fascisme de Robert Brasillach est une « *option littéraire* » plus que politique. Vous l'avez remarqué il n'est l'auteur d'aucun livre de politique pure. Quand bien même il adhère à *Je suis partout*, ce n'est qu'à une revue politico-littéraire qu'il donne sa participation. Comme le soulignent Plumyène et Lasierra dans leur livre sur « Les fascismes français » « l'équipe de *Je suis Partout* reste en deçà de l'expression absolue, théorique et pratique du fascisme. Elle ne fait qu'exprimer son « *goût* » du fascisme ».

Au contraire comme le soulignent les mêmes auteurs « Drieu la Rochelle est allé jusqu'au bout, jusqu'à l'engagement intégral dans le parti de Doriot : il a joint à sa qualité d'écrivain, celle d'écrivain politique, presque de théoricien du Parti ». C'est toute la différence entre « *littérature engagée* » et « *engagement politique* ».

5) Enfin et surtout ce qui sépare le plus Brasillach et

Drieu c'est leur attitude respective face au problème de l'existence. Pol Vandromme a très bien défini l'attitude du premier en peu de mots :

« Robert Brasillach, écrit-il, a exprimé l'amour de la vie dans l'allégresse ».

Au contraire Drieu la Rochelle traversera la vie, possédé par une « noire mélancolie » et fasciné par la mort, la mort volontaire qui est la suprême manifestation de volonté et d'indépendance.

Que deux hommes aussi différents l'un de l'autre aient cru *se réaliser* dans le Fascisme est une chose paradoxale, si l'on ne voit pas que le fascisme français au niveau des idées ne fut qu'un *Romantisme* comme le dénonçait Maurras, une « manifestation plus spirituelle et culturelle que politique » (Giano Accame ARB n° 9, p. 109).

Brasillach confirme d'ailleurs cette analyse. Il qualifie le fascisme de « Romantisme de la jeunesse » et dans la « Lettre à un soldat de la classe 60 » écrite en prison, on peut lire : « le fascisme il y a bien longtemps que nous avons pensé que c'était une poésie et la poésie même du XX^e siècle avec le communisme sans doute. Peut-être même dans 1.000 ans confondra-t-on les 2 révolutions.

...Pour moi je ne puis dire que je pourrai jamais oublier le rayonnement merveilleux du fascisme universel de ma jeunesse, le fascisme, *notre mal du siècle* ».

Cela explique le manque de rigueur et l'ambiguïté fondamentale du fascisme. Brasillach a projeté dans ce phénomène politique « sa recherche du bonheur et de la douceur de vivre » (G. Accame) et Drieu sa volonté de grandeur et de démesure.

L'échec était inévitable. C'est ce que j'ai appelé :

L'Equivoque au niveau des faits ou le constat d'échec.

C'est le dernier état de la pensée de Brasillach et Drieu.

Il est caractérisé par la désillusion et la conscience de l'échec. Ceux qui veulent ressusciter Brasillach et Drieu pour les enrôler au service d'aventures plus ou moins douteuses se gardent bien de souligner la lucidité extrême de ces hommes qui ont délibérément choisi de dénoncer leurs erreurs. A ceux-là je conseille de lire « la lettre à un soldat de la classe 60 » Brasillach épris de liberté y écrit :

« La liberté individuelle en Allemagne et en Italie est à chaque instant restreinte. Et la guerre nous aura appris avec quelle ampleur ces restrictions peuvent être conduites. Arrestations arbitraires, prolongées des mois parfois sans l'ombre d'une raison, non jugements, internements, etc..., se sont succédés au point que nous pensions avec mélancolie à cet adage de la grande Charte qui veut que nul ne soit arrêté plus de 24 heures sans être soumis à son juge... Le fascisme aura eu à son passif une dictature policière souvent lourde. Cinq ans après la guerre d'Espagne, les camps d'internement sont encore pleins chez Franco... Un tel état de chose est incompatible avec un apaisement... Je veux donc être franc avec le fascisme, dire ce que nous ne savions peut-être pas avant la guerre, parler de cette nostalgie de la liberté que le tête à tête avec lui nous a donnée ». Le 6 février 1945, R. Brasillach est fusillé au fort de Montrouge.

Drieu avait déjà pressenti l'échec en 1934 : « le fascisme demande trop à l'homme : la *crispation* est de trop et signale une erreur ». En 1943 il n'a plus d'illusions : « les jeunes en France se font toujours rouler par les vieux. Du reste, ils aiment mieux ça, ça leur épargne d'être jeunes ».

« Au fond l'hitlérisme n'a été pour les Allemands que le juste milieu entre le capitalisme et le communisme,

entre le nationalisme et l'internationalisme. Mais ils se sont avérés incapables de faire vraiment l'Europe socialiste ce qui aurait été leur justification ».

« *Je me suis lourdement trompé.* Je mettais tout mon espoir dans le socialisme pour l'Europe et pour la France, je croyais que le fascisme de semi-socialisme deviendrait véritablement socialisme, sous la pression de la guerre. Or, la guerre a fait l'office contraire : elle a interrompu l'évolution sociale en Italie et en Allemagne et peut-être en Russie et a figé en étatisme militariste et bureaucratique les éléments en développement » (*Récit Secret*).

Drieu va même très loin dans ses conclusions : « Mon idéal d'autorité et d'aristocratie est au fond enfoui dans ce communisme que j'ai tant combattu » écrit-il dans « Les chiens de paille ».

« Ainsi donc le fascisme n'était que cela ! le fascisme n'était *pas plus fort que moi*, philosophe de la violence en pantoufles. Les marxistes ont eu raison : le fascisme n'a été finalement que défense bourgeoise. Maintenant et il en est ainsi depuis un an, tous mes vœux vont au communisme ».

Puisque Hitler n'a pas voulu, ni su faire l'Europe, Drieu la Rochelle espère que Staline aura la force nécessaire pour la faire. Il reste Européen avant toute chose !

En attendant il prend congé de la politique, lit les Upanishads le Zohar, Maître Eckhart et les mystiques chrétiens et, détaché de tout, il se suicide le 15 mars 1945.

Certains expliquent cet échec par le fait que ayant vécu le fascisme R. Brasillach et Drieu n'ont pu le penser de façon cohérente, de même que les Danton, les Robespierre, les Marat vivant la Révolution française n'ont pu la systématiser. En prenant ses distances par rapport à l'Histoire, prétendent ces critiques, on pourrait remettre le fascisme sur ses pieds, élaborer une théorie conséquente et viable.

Eh bien, il se trouve que cette théorie nous l'avons depuis 1962, et qu'elle est sortie de la plume du propre beau-frère de Robert Brasillach : Maurice Bardèche. D'emblée il déclare :

« Je suis un écrivain fasciste » et pourtant il intitule son livre « Qu'est-ce que le fascisme » indice que l'équivoque n'est pas prête de s'estomper. Et en effet en lisant le livre de Maurice Bardèche, remarquablement écrit au demeurant, on reste rêveur. Il ne faut pas juger le fascisme sur les réalisations historiques nous dit Bardèche et il continue en montrant que le fascisme ce n'est ni l'Hitlérisme, ni le Mussolinisme, ni le Franquisme, ni le Pétainisme. A contrario participent du fascisme le régime de Nasser, celui de Ben Bella, celui de Castro.

En définitive selon Bardèche nous ferions tous, du PCF à TV, du fascisme comme Monsieur Jourdain de la prose : sans le savoir.

C'est à peine s'il montre le bout de l'oreille en définissant le fascisme comme « la volonté obscure et très ancienne écrite dans notre sang, dans notre âme » ce qui nous reconduit au Romantisme à quoi finalement se ramène le fascisme.

Si le fascisme est insaisissable et indescriptible c'est qu'il ne participe pas d'un univers rationnel. Décrit-on une expérience mystique ? Non. Parce qu'elle est incommunicable on ne peut la cerner que par une théologie négative. De ce fait il est significatif que Maurice Bardèche procède de négations en négations pour définir ce qu'il entend par fascisme.

A ce titre le fascisme appartient aujourd'hui à l'archéologie politique. En 1938 Drieu la Rochelle l'avait bien vu : « Vivre plus vite et vivre plus fort cela s'appelle aujourd'hui être fasciste.

Il y a cent ans cela s'appelait être libéral ; il y a cinquante ans être socialiste ».

En l'an 2000 vivre plus vite et vivre plus fort cela portera un nom nouveau qui couvrira un choix politique certainement sans aucun rapport avec le fascisme.

Et cela c'est la grande misère de « l'antifascisme ». Il y aurait tout un exposé à faire sur l'antifascisme. « Alors qu'il n'existe dans la France de 1922 aucun parti fasciste constitué, les antifascistes pullulent » écrivent Plumyène et Lassierra — anciens communistes — De même en 1966 alors que le fascisme est mort depuis 20 ans les antifascistes sont légion. Je voudrais vous laisser sur cette page de Plumyène et Lassierra que je vous invite à méditer quelles que soient vos opinions.

« Le fascisme qui était avant-guerre une réalité, a disparu sous les bombes. Les fascistes français sont pour la plupart fusillés ou emprisonnés.

« Et pourtant jamais le mot fascisme n'est aussi souvent écrit dans la presse, jamais son spectre n'est autant évoqué dans les discours des tribunes. Alors qu'il cesse d'être une menace son existence est intériorisée sur un mode fantastique par les hommes de gauche.

« Le fascisme ne même qu'une existence dérisoire dans la vie politique française mais s'épanouit avec luxuriance dans la fantaisie masochiste de la gauche. Une disposition à l'angoisse individuelle et sociale trouve sa satisfaction dans l'évocation répétée du spectre fasciste et n'est pas sans rappeler l'attente d'un cataclysme chez certains névrosés. L'amplification démesurée de cette angoisse aboutit à une véritable crispation collective qui est le contraire de l'esprit d'indépendance. Quelques-uns fondent une carrière politique ou journalistique sur ce phénomène. Mais le jeu se démodera et bientôt seuls quelques clochards intellectuels continueront de le pratiquer dans les cafés de la rive gauche ».

Pierre JOANNON.

Chronique des Livres

« LES PRECIEUX » de Bernard FAY

(Librairie Académique Perrin)

L'œuvre historique de Bernard Fay est si importante qu'on a presque oublié qu'il fut tout d'abord un critique littéraire éminent. Son *Panorama de la littérature contemporaine* publié en 1923 et qui fut, je crois, son premier livre, fut longtemps un ouvrage essentiel pour les étudiants. C'est par un livre un peu différent que Bernard Fay renoue avec ses préoccupations, moitié livre de souvenirs, moitié livre de critique. Ou plutôt, officiellement livre de souvenirs, et finalement livre de critique, mais libre, dégagé, reposant sur une expérience directe, immédiate.

De tous les écrivains dont il parle, (Gide, Valéry, Giraudoux, Morand, Cocteau) Bernard Fay a été, en effet, l'ami et même, source de connaissance plus exacte, le compagnon. Il a débuté avec eux, il a fait partie, pour ainsi dire, de l'« équipe » d'où son destin l'a ensuite un peu écarté. Cette intimité, cette familiarité à laquelle les mouvements les plus secrets ne peuvent se dérober,

fin
qu'a
de
l'av
tout
com
sais
tiels
conf
aper
Rac
rent
et s
par
d'œi
se l
chie
déve
celle
pas
quai
avec
cert
C'
Fay
livre
lette
un l
com
Mén
loue
que
d'œi
tout
qu'u
qu'oi

res

finalement comme on voit qu'elle est irremplaçable, et qu'au fond, en critique, elle est la clef de tout ! A défaut de cette intimité, le fait seul d'avoir vu un écrivain, de l'avoir jugé comme homme, d'en avoir eu une impression, toute intuitive, celle même que nous avons d'un inconnu, comme elle aide le critique à comprendre ! Comme nous saisissons tout de suite, d'emblée, quelques traits essentiels, qui ensuite ne se dégagent pas, mais se trouvent confondus entre beaucoup d'autres, si nous avons pu apercevoir un quart d'heure seulement Molière ou Racine ! Quelle hiérarchie s'établit alors entre les différents éléments de l'homme ! Les dominantes se classent et s'organisent, les fausses fenêtres que l'œuvre ménage par le style, les précautions, les détours, un simple coup d'œil les démasque : le soin même qu'on prend à ne pas se laisser deviner est une piste. Il y a ensuite des hiérarchies du fonctionnement intellectuel que l'œuvre seule dévoile : mais elles ne sont jamais en désaccord avec celles que l'homme révèle. Que de temps perdu pour ne pas avoir vu l'animal, que d'erreurs on fait sur le poids quand on n'a pas vu la bête renifler, gratter le sable avec son sabot ! Car, un grand écrivain, c'est d'abord un certain animal peu courant.

importante
 critique
 e con-
 on pre-
 our les
 nt que
 moi-
 u plu-
 t livre
 expé-

C'est cette connaissance directe qui a aidé Bernard Fay à avoir si bonne vue. J'aimerais dire combien son livre est charmant, amusant, spirituel, tout plein de paillettes drôles, d'anecdotes inconnues, savoureux comme un bon crû : dans l'ordre des mémoires, il n'est guère comparable pour l'intérêt et le talent qu'à ces excellents *Mémorables* de Maurice Martin du Gard, dont on ne louera jamais assez la qualité. Mais ce n'est pas le point que je veux développer. C'est la perspicacité et le coup d'œil juste du critique qui me retiennent surtout : pour tout dire, son appréciation brève, impertinente, dure, qu'un seul mot résume, le titre de son livre, jugement qu'on trouvera peut-être sévère, mais qui est un juge-

Valéry,
 té, en
 exacte,
 e, pour
 ensuite
 laquelle
 érober,

ment solide, malheureusement, attendu depuis longtemps, devancé hélas par l'ardente et incorruptible jeunesse.

Car cette intuition que Bernard Fay a eue immédiatement, qui est chez lui un *témoignage*, elle est confirmée par la réflexion et plus encore par le recul. L'erreur de notre génération est de s'être laissée hypnotiser par l'orchestration de la publicité, d'avoir pris le charme pour de la force, l'ingéniosité pour du génie et finalement d'avoir accepté pour de grands écrivains les gentils affranchis de la décadence si joliment couronnés de rose. Je fais une exception pour Marcel Proust qui me paraît un grand écrivain, aussi peu contestable que Balzac ou Stendhal. Mais pour les autres, comme nous avons fait erreur sur la *taille* et sur la nature ! Si l'on peut faire des réserves sur Gide et Claudel qui demandent un traitement spécial, les autres ne sont-ils pas ces *joueurs de quilles* que définissait Malherbe, rôle qui est exactement celui que l'esprit précieux attribuait à l'écrivain ?

Du talent, ils en ont tant qu'on voudra « *Phyllis, les fleurs naissent sous vos pas...* » Ils ne peuvent rien toucher qui ne soit changé en perles ou en roses, mais, finalement, que fait-on des perles et des roses ? Cet enchantement sous lequel ils nous ont tenu, où menait-il ? D'exquises, d'admirables soirées : on en revenait tout inondé d'intelligence, c'était un hammam, on sortait des pièces de Giraudoux ou de Cocteau parfumé comme un sultan, heureux, la peau fraîche. Quelle merveille ! Et après ? L'écrivain est-il seulement un cuisinier ? Attaché à l'office d'un grand, menant les violes et les ballets, maître des menus plaisirs ? Béatrice d'Este se servait de Mantegna pour peindre le décor des pastorales qu'on lui jouait. Mais Mantegna payait ainsi le temps dont il avait besoin pour peindre. Où est le Christ de Giraudoux ? Où est le Christ de Cocteau ? Ils ont été les maîtres d'hôtel du Tout-Paris. « *Et maintenant que reste-*

t-il à notre roi si gentil ? » Ce n'est pas le carillon célèbre qui répond au nom de la postérité. Les cloches qui tintent sont lointaines, fragiles : on aime les entendre, se laisser aller à ce qu'il y a de « ravissant » dans ces caresses et dans ces grâces de la préciosité, mais qui ne sait que ce « ravissant » s'efface bientôt, qu'il devient « rococo », puis touchant, désuet, merveilles que retrouvent chez l'antiquaire, avec un plaisir infini, d'autres générations de précieux. Pendant ce temps-là, le siècle leur tombait sur la tête comme un terril qui glisse sur les maisons sans défense d'un village minier.

Car, enfin, ces écrivains dont nous avons tant goûté le *charme*, que nous ont-ils dit ? Je ne demande pas à toute œuvre d'*apporter un message*, selon l'expression prud'hommeuse chère à nos critiques. Nous en avons bien trop de ces « messages » qui nous décrochent la mâchoire. Mais, enfin, pourquoi relirais-je Giraudoux ? J'écris cette phrase avec regret, presque avec stupeur : j'ai tant aimé Giraudoux... Je relirais *Siegfried*, encore aujourd'hui, avec volupté. Mais un peu comme La Fontaine disait « *Si Peau d'Ane m'était conté...* » Vingt ans de théâtre et pas un personnage ! Du chatoiement, on se croit dans une boutique de luxe, silencieuse, beaux tapis, l'on vous déroule des satins, des brocarts. Des doigts habiles, des « doigts de fée »... Et après ? Ce sont des magiciens qui entrent à la fin du repas, des esclaves lydiens qui jouent des airs de flûte.

On m'invite à admirer leur profondeur. Comme Bernard Fay a raison lorsqu'il montre ce qu'il y avait de comédie, d'apprêt chez Valéry ! La fausse profondeur, chez lui, se dissimule sous l'énigme, le sourire, la cigarette, les manières d'abbé, la désinvolture. Son œuvre même est faite comme de petits appartements dérobés qui sentent des parfums très anciens, très effacés, qu'on laisse dans la pénombre : on y pénètre en marchant sur le bout des pieds, on retient son souffle, on parle à voix basse, le

doigt sur les lèvres. Après cette mise en scène du recueillement, on dévoile solennellement *Monsieur Teste* et c'est le portrait de Salavin. Giraudoux a fait vingt ans de théâtre sans créer un seul personnage, Valéry a fait des poèmes toute sa vie sans nous procurer un instant d'émotion. Ce sont des merveilles glacées.

C'est là où je sens tout à fait comme Bernard Fay. Cette perfection et même cette extrême « personnalisation » de la forme, lorsqu'elles ne débouchent sur rien, c'est le signalement même de la préciosité. Bien sûr, les écrivains classiques sont des « joueurs de quilles ». Mais rien n'est pure fioriture dans ce qu'ils ont écrit. Car ils expriment partout une certaine image de l'homme liée à une certaine image de la vie, ils sont les porteurs d'une culture, et la force et la sève de cette culture irriguent tout dans leur œuvre, elles donnent la fraîcheur et le parfum de la vie aux détails eux-mêmes. On peut lire la vie et l'homme autrement qu'à travers leur grille, mais on ne peut nier que dans la grille qu'ils ont utilisée, ils ont donné une image complète, forte, savoureuse de l'homme et de la vie. C'est par là aussi que Marcel Proust est un grand écrivain. Il a sa grille à lui et l'image de l'homme et de la vie qu'il déchiffre à travers cette grille n'est ni moins forte ni moins complète que les autres déchiffrements que les grands écrivains ont présentés. Or, quelle est la grille de Giraudoux, quelle est la grille de Valéry ? Leur grâce et leur perfection sont « formalisme » pur. Ils n'ont été qu'ingénieux : ils ont été ballotés à la surface de leur temps, ne pensant qu'à leurs arabesques. Leur réflexion même est secondaire, et incolore, passant à côté de l'essentiel. Je préfère épargner sur ce point Giraudoux et Cocteau, cibles faciles, et ne m'en prendre qu'à la « profondeur » de Valéry : qui ne voit que ses réflexions sur le monde moderne sont de la force de celles de M. Armand ?

Que nous apporte donc cette littérature d'amateur

qui
nous
rien
l'hoi
siècl
Pari
je c
fure
exsa

G
une
n'av
ture
hasa
sou
géné
de
l'un
nali
flûte
Je r
qui
pea
ge c
coeu
son
lége
par
« p
poè
« fa
qui
A

qui a ignoré volontairement ou par indifférence ce que nous sommes et ce qui nous menace ? Elle ne reflète rien, elle n'exprime rien. Ni l'homme du XIX^e siècle, ni l'homme du XX^e siècle. Valéry pourrait être un poète du siècle de Louis XIV ou un charmant contemporain de Parny. Le terme de « précieux » leur convient bien. Et je crois que Bernard Fay n'a pas tort d'affirmer qu'ils furent essentiellement les héritiers du symbolisme, école exsangue, le formalisme divinisé.

*
**

Gide et Claudel, c'est autre chose. Si l'on peut faire une objection au livre de Bernard Fay, c'est peut-être de n'avoir pas souligné suffisamment la différence de nature qui sépare des autres ces deux écrivains que le hasard des rencontres et des relations plaçait dans ses souvenirs, mais qui s'accommodent moins bien du titre générique de « précieux ». Car l'un et l'autre ont voulu, de toutes leur force, être des écrivains classiques. Pour l'un et l'autre, la forme n'est qu'un habillage de la personnalité qui est tout. Ils ont refusé d'être des joueurs de flûte, ils n'ont pas voulu davantage être des prophètes. Je ne leur ferai pas d'objection sur ce dernier point. Elie qui crie tout nu devant le palais des princes, avec une peau de mouton en bandoulière, n'est pas non plus l'image de l'écrivain. Au contraire, la volonté d'être sensible au cœur en donnant une forme à sa pensée, celle d'un personnage ou d'un tableau ou celle d'un mythe ou d'une légende, me paraît la définition même de l'écrivain. C'est par là notamment que le grand écrivain s'oppose au « précieux » qui « fabrique », c'est le sens du mot *poète*, un objet joli à voir, tandis que le grand écrivain « fabrique » un objet qui a une signification, ou du moins qui est cher au cœur pour quelque signification.

A dire ce que je pense d'eux, je me laisserais entraîner

loin. Je ne puis que résumer mon impression en quelques mots qui sont dans le prolongement des réflexions que nous propose Bernard Fay. Gide, pour lequel j'ai le même genre de curiosité que pour Jean-Jacques Rousseau et Montaigne, ne me paraît pouvoir être ni Jean-Jacques Rousseau ni Montaigne. Et pour Claudel, je n'arrive pas à me sentir d'accord avec ce mot de Robert Brunschwig : « Nous avons vu vivre Shakespeare ». A l'un et à l'autre, il me semble qu'il manque quelque chose, je ne sais pas bien quoi, pour être ce qu'on propose qu'ils soient. Voici un aveu étrange et que j'ose à peine faire, car il scandalise par son énormité : Céline, que je n'aime pas, me paraît bien plus « grand écrivain » qu'eux.

On voit qu'il y aurait beaucoup à faire pour tenter de justifier ces opinions malheureuses. Peut-être est-ce *l'animalité* de Céline qui me paraît manquer à Gide et à Claudel. Mais est-ce vrai pour Claudel ? Peut-être mon hésitation vient-elle de ce qu'ils ont été, d'une autre manière que Valéry et Giraudoux, d'autres successeurs des symbolistes, portant le même germe secret de stérilité ? L'admirable férocité catholique de Claudel, sur quoi débouche-t-elle ? Je serais assez d'avis que le chrétien crie comme lui, à la manière des orthodoxes, « Christ est ressuscité » et se bouche les oreilles à tout le reste. Mais encore faut-il le dire aux « autres hommes ». Je ne suis pas sûr de la présence des « autres hommes » dans l'œuvre de Claudel. Elle me fait l'effet d'un monologue orné de belles danses étranges. Il y a du nègre dans ce grand poète chrétien. C'est splendide, furieux, barbare, mais c'est toujours une trompette de jazz, un soliste halluciné. Les mots qui me rejoignent, ceux qui me trouveraient, je ne les rencontre jamais chez lui. Et Gide, tourné en dedans de lui-même, sourd comme Maurras pour d'autres raisons, me fait l'effet d'un personnage « fabriqué », d'une pure réussite « littéraire », cherchant en

vain
grille
donn
nous
on s
rien.
se r
avec
du C
l'aut
lent
Gide
Il ne
ce q
comp
cet «
pas l
chan
atten
quelc
Be
avec
ses i
« Ce
valien
sans
berné
Racin
xx^e s
dans
pourt
déjà
Marc
et Cla
que p

vain à reconstituer à force d'attention et de zèle cette grille de grand découvreur que le ciel ne lui avait pas donnée. Son effort même pour rejoindre son temps, pour nous rejoindre à quelque chose d'appliqué, de concerté, on sent qu'il se force. Il tend l'oreille, mais il n'entend rien. Et il rapporte les notes d'un bon élève qui ne se rattachent à aucun tronc. Egaré dans la politique avec l'inexpérience d'un pasteur, il parle de l'URSS et du Congo comme en aurait parlé Benjamin Constant. A l'autre bout de l'île sonnante, des gens mal élevés parlent de décadence. J'ai toujours l'impression que pour Gide, ce n'est pas une conversation de gens du monde. Il ne s'étonne pas que Nietzsche finisse par l'asile, c'est ce qui arrive aux gens qui ne savent pas penser avec componction. Que de tonnerres dans le lointain auxquels cet « écho sonore » n'a pas fait écho ! Gide n'entendait pas les cloches des villes ensevelies. Cet homme si attachant, si intelligent, dont l'application consciencieuse et attentive me touche, son œuvre et sa pensée même ont quelque chose de « maigre ».

Bernard Fay lui-même, tout en exprimant son idée avec infiniment de courtoisie, fixe durement le rang de ses illustres contemporains. Il écrit dans sa conclusion : « Ce que Vincent Voiture, Isaac de Benserade, le chevalier de Malte, Milton, le chevalier de Méré, essayèrent sans y parvenir dans une société aristocratique, raillés, bernés et bafoués qu'ils furent par La Fontaine, Boileau, Racine, La Bruyère et leurs amis, les « Précieux » du ^{xx}e siècle le tentèrent dans une société démocratique, dans un monde grossier et utilitaire : ils réussirent pourtant à s'imposer durant près de trente ans. » J'ai déjà dit que je ne souscrivais pas à ce jugement pour Marcel Proust et que je faisais des réserves pour Gide et Claudel. Pour les autres, le rapprochement ne me choque pas, il me paraît même fécond.

X X X

Notes de lecture

Robert ARON, *Histoire de l'épuration*, tome I, novembre 1942-septembre 1944, in-8° de 664 pages (A. Fayard, éditeur).

Nous ne pouvons donner pour l'instant sur ce livre très important qu'une impression de première lecture. Du reste, le volume in-8° de 664 pages que met en vente la librairie Fayard ne représente que la première partie de l'étude de Robert Aron et, pour ainsi dire, l'avant-scène de l'épuration : il présente Alger, montre le « rodage » de l'épuration à Alger par l'exécution de Pierre Pucheu et la mort de l'amiral Derrien, il explique l'état d'esprit des collaborationnistes et des pétainistes et celui des résistants, la prise de pouvoir « insurrectionnelle » que de Gaulle avait non seulement favorisée mais expressément imposée comme mode d'action de la résistance et les massacres qui en résultèrent, les tortures, les vengeances personnelles, les séquestrations et actions arbitraires, les prisons privées, les justiciers improvisés, les cours martiales irrégulières, enfin l'effroyable tableau de la France dans l'anarchie préméditée d'août 1944. Ce premier tome s'arrête au mois de septembre 1944.

Voici nos premières réactions de lecteur. Sur les personnes, Robert Aron a fait preuve, comme dans ses livres précédents, d'objectivité, de loyauté, et même parfois de sympathie. Il essaie d'expliquer, sans les déformer, des déterminations qu'il comprend mal. Il admet la bonne foi et même le patriotisme de la plupart des partisans de la « collaboration », bien que ce soit pour lui une incompréhensible aberration, il reconnaît le désintéressement de la plupart d'entre eux, même pour des « carriéristes » qu'il aurait pu traiter plus durement, il ne fait pas porter systématique-

ment
ne n
livre
Sur
est n
à lac
pron
« Ju
un t
droit
Ce b
bas
si Vi
histo
l'app
ou n
rogat
Robe
ticle
mais
circo
et d
accep
laisse
qui
cond
mais
ce q
torie
« tr
rien
tous
jecti
il se
term
fois
juger
réali
Su
avait

ment la lumière sur le cas de fripouilles et de bandits qui ne manquèrent pas plus à ce camp qu'aux autres. Bref, son livre nous a paru, à cet égard, profondément **honnête**.

Sur le principe de l'épuration, la position de l'historien est nuancée, réticente, et reste à mi-chemin entre l'adhésion à laquelle il se refuse et la condamnation qu'il n'ose pas prononcer. Il écrit avec prudence à propos de Pierre Pucheu : « Juger un ministre de Vichy, le premier à passer devant un tribunal chargé de la répression, comme un criminel de droit commun, n'était-ce pas déjà une prise de position ? » Ce bizarre point d'interrogation termine quelques lignes plus bas une autre évidence : « Il s'agit bien plutôt d'apprécier si Vichy représente ou non un cas sans précédent dans notre histoire, une anomalie politique ou humaine, devant laquelle l'application des textes habituels doit être nuancée, adoptée ou même suspendue ? » Cette phrase si étrangement interrogative me paraît représenter assez bien la position de Robert Aron. Il ne se décide pas à rejeter l'emploi de l'article 75, bien qu'au fond cet emploi lui paraisse monstrueux, mais il aurait souhaité une échelle d'interprétation allant des circonstances atténuantes à une jurisprudence de tolérance et dans certains cas de classement. N'est-ce pas finalement accepter le principe de l'emploi de l'article 75 ? N'est-ce pas laisser les prévenus sans défense réelle contre cette situation qui choque Robert Aron à juste titre, celle d'un accusé qu'on condamne en reconnaissant « qu'il n'a pas été un traître », mais que les actes qu'il a commis « sont qualifiés de trahison », ce qui revient à dire comme le souligne fort justement l'historien qu'il peut y avoir une « trahison » sans qu'il y ait de « traître », donc sans intention de trahir ? Ainsi l'historien juge par un seul mot, et dès le premier d'entre eux, tous les procès de l'épuration, sa subtilité, son effort d'objectivité lui font déceler le défaut de la cuirasse, mais il se garde d'appuyer et de rejeter catégoriquement. Et il termine par une réserve timide, dont on lui saura gré toutefois : « ce n'était pas en droit strict que l'on aurait pu juger les gouvernements et les hommes, mais d'après la réalité de leur vie, de leur action. »

Sur un point, toutefois, il nous a semblé que Robert Aron avait été moins heureux. Il essaie de reconstituer les raisons

qui ont pu pousser les victimes de l'épuration à se prononcer et souvent à s'enthousiasmer pour la politique dite de « collaboration ». Il voit bien que beaucoup d'entre eux ont été guidés par un patriotisme qu'il estime « peu éclairé » mais dont il ne nie pas la sincérité. C'est déjà beaucoup que d'avoir fait l'effort de loyauté et d'imagination qui amenait à cette conclusion. Mais au-delà l'historien ne peut pas cacher son étonnement. Les expressions qu'il emploie sont singulières. Il nous a semblé, à cette première lecture, qu'il traitait les partisans de la « collaboration » ou plus exactement les admirateurs de l'Allemagne hitlérienne comme une catégorie de malades mentaux. Je relève quelques-unes de ses expressions, presque médicales. Leur vision du monde est « cohérente », dit-il, mais « irréaliste », ils sont victimes d'anomalies pathologiques », ils vivent au milieu de « faux semblants », ils sont atteints, dit-il plus techniquement encore, de « schizophasie », ce qui signifie, si je ne me trompe, que les mots et l'imagination les emportent. Cette explication clinique donne des résultats bizarres. On apprend, par exemple, que Jean-Hérolde Paquis, alors speaker à Radio-Saragosse, « fréquente une société factice ». Pourquoi le régime de Franco est-il particulièrement « factice » ? Est-ce que trente ans de pouvoir ne témoignent pas d'un certain accord, peut-être énigmatique pour certains, mais incontestable, entre le pays lui-même et cette « société factice » dans laquelle Paquis vivait ? Ne peut-on pas imaginer une autre définition de l'homme que celle que nous fournissent les démocraties et une autre direction des volontés et des âmes, même si les événements ont éclairé cruellement les écueils qu'il fallait éviter, et les gouffres dans lesquels on tombait parfois ? A lire Robert Aron, je me demandais si cet « homme de bonne volonté » a bien saisi le double visage de la « collaboration » qu'il a si souvent rencontré. Indulgent quand il la regarde comme un « patriotisme dévoyé », il la trouve inintelligible et monstrueuse quand elle lui apparaît comme une « foi ». Ne risque-t-il pas de renvoyer au bûcher comme « créatures de Satan » ceux qu'il voudrait soustraire à la marque d'injustice portée par les juges ? Ou, du moins, d'indiquer l'hôpital psychiatrique comme le seul endroit sur la terre qui puisse accueillir ces prisonniers des illusions et

des r
plus
voyag
milieu
grand
plus
quelq
Je
déjà
intent
que s
qu'un
pu ég
horre
livre
d'être
théqu
pensa

« His

Plo
Rédac
et J.
A l
et ur
phiqu
Au
thème
se de
est ce
p. 45
cator
parle
tions
est ce
dont

des mots qu'il a rencontrés sur sa route? Ne se souvient-il plus que le monde a eu besoin en tous temps de ces étranges voyageurs qui prêchent des Evangiles incompréhensibles au milieu des crachats et de l'indignation? Je crains que toute grande idée n'ait nécessairement les « Schizophases », les plus belles comme les pires. C'est ce levain dont il est parlé quelque part.

Je ne veux pas terminer sur ces paroles sceptiques. C'est déjà beaucoup qu'un effort de justice et de sérénité, des intentions droites, un témoignage loyal. Il vient d'un homme que son intelligence et ses travaux passés disposaient mieux qu'un autre à porter un jugement pondéré, mais qui aurait pu également subir des influences qui l'auraient écarté avec horreur des hommes qu'il a essayé de comprendre. Son livre nous a paru, en tous cas, un de ceux qui méritent d'être lus avec soin et qui doivent se trouver dans la bibliothèque de nos lecteurs comme un ouvrage de référence indispensable sur cette époque dramatique.

M. B.

« Histoire de Notre Temps » (Plon).

Plon vient de lancer sous la direction d'un Comité de Rédaction choisi (Robert Aron, Georges Blond, André Castelot et J.-R. Tournaux) un livre-revue d'histoire contemporaine.

A l'actif, il y a un réel effort de sérénité et d'impartialité et une bonne idée (l'adjonction de « documents iconographiques illustrant un fait ou une époque historique »).

Au passif, l'éclectisme est trop poussé : il faudrait un thème pour chaque livraison. En outre, une revue d'histoire se doit d'être précise ; elle doit bannir l'allusion. Or, qui est ce ministre français dont G. Bailac parle p. 32? En note p. 45, Muratet dit que Dlimi « ment », sans aucune explication. Qui est cet « éditorialiste d'extrême-droite » dont il parle p. 53? Toujours p. 53 qui est ce « chef des informations d'un hebdomadaire d'opposition, de gauche »? Qui est ce « colonel qui a laissé fusiller 50 otages à sa place » dont parle p. 94, le colonel Rémy? Qui est ce « farouche

inconditionnel » à qui Rémy ne veut pas faire de peine p. 104 ? Qui est ce ferme pilier de la V^e République » dont le « loyalisme est bâti sur le sable mouvant de ses ambitions », personnage que Rémy fustige p. 110 ? Qui est celui qui accepte l'investiture gaulliste tout en étant d'accord sur le fait que de Gaulle est « un misérable qu'il aurait fallu fusiller vingt fois » ? (p. 110 également). Qui est ce « ministre du gouvernement provisoire qui avait passé la guerre aux Etats-Unis » ? (p. 207). Qui est ce « colonel commissaire du gouvernement » p. 210) qui, dès l'automne 1944, avait « viré sa cuti » ? Cela fait beaucoup trop d'allusions. Plus de rigueur est nécessaire bien que souvent ces imprécisions soient ou négligeables ou suffisamment transparentes pour les initiés. Mais les choses vont mieux quand elles sont dites.

Le Comité de Rédaction aurait dû relever une erreur p. 262 : l'éditorialiste d'Europe n° I était Terrien (et non Merrien) ; il était le cousin (et non le frère) de l'écrivain de la mer.

Pour être complet (ou objectif) dans son étude sur l'Affaire Ben Barka, Muratet aurait dû signaler p. 43 les Affaires Argoud et Curutchet.

L'aspect positif d'une telle revue est son effort de vérité et d'objectivité. Nous n'en voulons pour preuve que les phrases suivantes qui soit déplairont aux « princes qui nous gouvernent » soit remettront en cause l'histoire officielle. Ainsi p. 179, on remarque « l'enthousiasme de certaines manifestations populaires en l'honneur du Maréchal » puis plus loin la « population (d'Alger) qui donna jusqu'au sang versé des preuves constantes et répétées de sa ferveur patriotique ». « L'appel du 18 Juin n'a joué aucun rôle dans notre détermination. D'abord, nous ne l'avons connu que plus tard ; moi, vers 1943 ou 1944 » (p. 188). « Le nombre des résistants actifs... dix mille, pour être large, sur dix millions de Français mâles adultes » (p. 189). « Très peu de Juifs » (p. 189). « D'autres enfin ont choisi de survivre... Pendant la bataille de Stalingrad, je pense que Jean-Paul Sartre écrivait « l'Etre et le Néant » (p. 190). « Pompidou a commencé sa carrière gaulliste après la Libération » (p. 190). « La population aussi... nous (les résistants) était hostile » (p. 207). « L'unité française n'a été sauvée que par le maréchal Pétain » (p. 263) « l'armistice franco-allemand a sonné

le
(p.
rier
E
non
très
A
ou
bon
l'Al
D
fuss
par
de
en
« F
fait
la
tou
qui
l'ind
E
pou
l'Ed
afin
E
dev

le glas des espoirs nourris par les séparatistes (bretons) » (p. 264). Enfin, nous y apprenons, p. 298, que Pétain n'avait rien d'un Maréchal factieux.

Enfin, quand les sujets sont si divers et les auteurs si nombreux, il était à prévoir que les récits ou études seraient très inégaux.

A côté d'inutilités dans un tel livre (la fin de Clemenceau ou la Floride vue par le touriste Georges Blond), il y a de bons articles (le cabinet de guerre du Tigre ou l'Armée de l'Allemagne Fédérale).

Deux récits n'ont pas tenu ce qu'ils promettaient bien qu'ils fussent très utiles car ils abordent des épisodes mal connus par le public ou dénaturés par la propagande : « le Siège de Bab-el-Oueld » en 1962 et « les autonomistes bretons » en 1940. Pour le premier, Geneviève Bailac (célèbre pour sa « Famille Hernandez ») donne l'impression de raconter des faits qu'elle tient au mieux de seconde main si ce n'est de la lecture des journaux. Dans le deuxième, Ronan Caerleon touchait un domaine pratiquement inédit en France, or, lui qui a bien connu les événements pour les avoir vécus de l'intérieur, n'a pas su dominer son sujet. C'est regrettable.

Enfin, Rémy nous livre une anecdote savoureuse (p. 100) : pour la revue du 14 Juillet du Guide, Capitant, ministre de l'Education Nationale de l'époque, voulait déplacer l'obélisque afin de dresser la tribune officielle. Digne de Fouchet !

En conclusion, cette revue est une bonne idée. Mais elle devra améliorer sa formule, pour espérer survivre.

Yann BEUZEC

Chronique des Arts

Cette petite femme

qui fut un grand peintre :

SUZANNE VALADON

« *Terrible Maria!* », c'est le mot de Degas, à qui elle servit de modèle et dont elle reçut sans doute les premières leçons de dessin. Singulière destinée que celle de cette petite paysanne de la Haute-Vienne, née de père inconnu et d'une mère lingère venue travailler à Paris, où la petite Marie-Clémentine reçut « cette merveilleuse éducation », à laquelle les programmes de M. Fouchet n'ont fait aucune part dans les infailibles recettes, qui doivent contribuer à fabriquer la série des petits robots, lesquels dans les prochaines décennies seront au service des ordinateurs électriques, cerveaux de la France moderne. Dans ce Paris fin de siècle, la petite Marie, qu'on appelait Maria, avant qu'elle-même ne se baptise Suzanne, ayant appris ses lettres chez les religieuses, fit tous les métiers qu'une petite montmartroise pouvait alors exercer sans diplôme, apprentie-modiste, serveuse de restaurant, marchande de quatre-saisons. Fascinée par les jeux du cirque elle devint acrobate. Une autre petite fille, celle-ci bourgignonne d'origine et d'extraction bourgeoise devait avoir un départ analogue dans la vie et, comme Maria, la Peinture, glorifier par des voies non moins hétérodoxes les Lettres françaises : Colette.

Un accident de trapèze devait interrompre cette carrière de funambule et Maria entre chez les peintres comme modèle. Elle était petite, n'était pas très belle mais son charme primesautier devait séduire des artistes aussi différents que l'austère Puvis de Chavannes, Henner, Renoir, « Monsieur » Degas, le premier qui sut

disc
disp
veille

« gé

El

cern

pre

obje

qui

peint

reçu

Il

tal d

dans

siècl

père

liste

prête

de h

écrit

d'exi

ports

deval

peigr

vingt

s'étei

rante

tenu

plait

léger

cons

bles

Ce

et to

maria

la p

discerner son « talent », Toulouse-Lautrec, auquel elle dispensa plus que sa table de modèle, avec cette merveilleuse générosité qui est à la source de son propre « génie ».

Elle commença par dessiner, d'un trait ferme et délié, cernant les contours avec précision et âpreté, et ses premiers dessins manifestent l'essence même de cet art objectif, qui confère à toute son œuvre le caractère viril, qui lui fait une place à part dans la lignée des femmes peintres, reflets, pour la plupart, de ceux dont elles ont reçu les leçons ou subi l'influence.

Il faut passer très vite sur l'épisode, cependant capital dans la destinée de Suzanne Valadon, aussi bien que dans l'histoire de la peinture française au début de ce siècle : la naissance de son fils Maurice, né lui aussi de père inconnu et auquel un bohème montmartrois journaliste et peintre, l'espagnol Miguel Utrillo y Molins, devait prêter son nom, en un acte de reconnaissance postérieur de huit ans à la naissance de l'enfant. On a tout dit, tout écrit, sauf peut-être ce qui fut vrai, sur les conditions d'existence et d'éducation de Maurice Utrillo, ses rapports avec sa mère, l'origine d'une dipsomanie précoce devant peser si lourdement sur le destin de celui qui peignit probablement les plus beaux paysages de ce vingtième siècle et dont le génie instinctif et raisonné s'éteignit autour de 1917 ; il se prolongea près de quarante ans grâce à l'imposture artistique, perpétrée, entretenue par une coterie de marchands et de profiteurs exploitant son œuvre, comme les producteurs de cinéma la légende d'un acteur rendu célèbre par de transitoires circonstances, promu par la publicité aux vertus inépuisables d'un produit de beauté ou d'un liniment.

Ce qu'il y a d'étonnant à travers l'existence chaotique et tourmentée de Suzanne, ses liaisons, ses ruptures, ses mariages, ses divorces, les querelles avec Maurice, c'est la permanence d'un talent toujours intact, toujours se

renouvelant, et cela jusqu'aux ultimes années. Devenue la compagne de Maurice Utter, ce bon peintre trop oublié, elle devait mourir en 1938, âgée de 73 ans, n'en avouant que 71 se rajeunissant de deux ans : fantaisie qu'avec Bernard Dorival on peut lui passer et que les organisateurs de sa Rétrospective ont entendu respecter.

Cette Rétrospective du centenaire, avec 215 numéros à son catalogue, dessins, peintures, estampes, documents biographiques, est une réussite muséographique, en même temps qu'une leçon. Je ne peux qu'en féliciter tous les organisateurs responsables, groupés autour de B. Dorival, et spécialement Pierre Georgel, assistant au Musée national d'Art moderne, qui en a rédigé le catalogue. Excellent instrument de visite et d'étude, aux notices précises, à l'appareil critique et bibliographique sûr, ce catalogue contribuera à éclairer la connaissance de la personnalité et de l'œuvre d'un des meilleurs et des plus grands artistes de ce temps.

Quelques manifestations importantes avaient déjà permis aux amateurs de Valadon de prendre de son œuvre une vue rétrospective, qui permet de la mieux comprendre et de la situer dans le contexte des trois-quarts de siècle, témoins, avec la suite de l'Impressionnisme et ses résurgences de la période d'entre les deux guerres, d'un admirable épanouissement de l'École française jusqu'à ce dernier relais qu'on a qualifié d'École de Paris. En 1948, Jean Cassou, à ce même Musée d'Art Moderne, qui lui est redevable de son essor, avait organisé « *l'Hommage à Valadon* » pour le dixième anniversaire de sa mort ; il fut de qualité. Passant sur nombre d'expositions à l'étranger, en Suisse, en Belgique, en Hollande, à Londres, à Munich et en diverses galeries parisiennes, — parmi lesquelles il faut cependant citer celles de la Galerie Bernier et de Paul Pétridès, auquel nous sommes redevables de la belle exposition de des-

sins
limina
nisée
Gallié
fronte
mes, S
Hervie
tre de
dans
son œ
et n'a
porain
tonien
compl
penda
ler, er
tion, c
petite
les sè

Si l'
don, c
cette t
fère à
leur g
tamme
qués
plines
empru

Sans
l'art d
portrai
rement
presque
fruits,
siles m
turé, l

sins et de pastels en 1962, — je retiendrai, comme préliminaire significatif à l'actuelle rétrospective, celle organisée par René Héron de Villefosse en 1961, au Musée Galliéra, sous forme de tryptique. Elle permettait de confronter la personnalité et l'œuvre de trois artistes femmes, Suzanne Valadon, la touchante et frémissante Louise Hervieu, Marie-Anne Camax Zoegger, qui fut surtout peintre de fleurs ; on y prenait la mesure de la grande Suzanne, dans un format et une puissante originalité, qui exhausse son œuvre très au-dessus de celles de toutes les autres et n'a peut-être d'égale, à l'époque moderne et contemporaine, que celle de Mary Cassat : Mary Cassat, la Bostonienne, cette grande bourgeoise américaine, qui s'est complètement intégrée à l'École française, avec une indépendance, une solidité, lesquelles ne sont pas sans rappeler, en dépit des divergences de tempérament, d'éducation, de technique, l'art viril de Suzanne Valadon, la petite paysanne limousine, imprégnée par les sucs et par les sèves de sa province natale.

Si l'on veut bien situer et caractériser l'art de Valadon, on ne saurait mieux le faire que par référence à cette tradition française, artisanale et paysanne, qui confère à nos imagiers romans et gothiques le meilleur de leur génie intuitif et réfléchi, lequel transparaîtra constamment au cours des siècles, fussent-ils les plus marqués en apparence par un académisme issu des disciplines monarchiques centralisatrices, par les apports et emprunts faits aux divers foyers d'art extérieurs.

Sans entendre passer au crible les multiples aspects de l'art de Valadon, manifesté en ses divers thèmes, le portrait, où elle excelle, la nature morte et particulièrement les fleurs (elle peint d'admirables bouquets, presque toujours conjugués avec d'autres éléments fruits, étoffes, instruments de musique, simples ustensiles ménagers), le paysage, toujours si fortement structuré, la composition à divers personnages et spéciale-

ment les nus féminins, d'une extraordinaire densité, d'une sensualité profonde, telle qu'on peut considérer l'artiste comme de ceux ayant exprimé le plus directement l'individualité physique et les sollicitations secrètes de chaque corps de femme qui se dénude, — abstraction faite des éléments de nature lui servant de support, support indispensable et qu'on ne saurait détacher de ses moyens d'expression tant cet art est objectif et de contact, — compte tenu d'une évolution qui fut lente, progressive, étroitement continue, une revue de l'importance de celle offerte par l'actuelle rétrospective permet dans une recension rapide d'opérer l'indispensable synthèse. De cette synthèse se dégagent l'unité, l'originalité de l'art de Valadon, dans une écriture, un chromatisme, et pour tout dire, un style propre qu'on ne saurait confondre avec aucun autre ; c'est le plus bel éloge qu'on puisse en faire.

Ceci dit, et puisqu'il faut situer Valadon dans son époque — un recul d'un quart de siècle permet aujourd'hui de le faire avec détachement — je tiendrai pour miennes les conclusions de Bernard Dorival dans sa remarquable préface. Ces conclusions rejoignent celles que j'avais formulées, ici même, à l'occasion de l'Exposition de Galliera en 1961. L'art de Valadon s'inscrit le plus directement qu'il soit possible, plus par ses affinités que par une quelconque obédience, dans le sillon de Gauguin et de Pont-Aven. Ceci par sa technique, par ses prises de possession d'une certaine réalité, transposée dans la forme et la couleur. Par l'esprit qui l'anime, par les résurgences sourdes de cette tradition terrienne, artisanale et paysanne, qui est la source et qui reste à la base de l'art français, par son accent de naïveté, disons mieux d'ingénuité, il s'apparente à l'art subtil et tranquille d'un Henri Rousseau, cet extraordinaire artisan de la peinture, tenant cette gageure d'être en plein XIX^e siècle le contemporain de Pierro della Francesca.

F.-H. LEM.

Les Sept Couleurs

27, rue de l'Abbé Grégoire, 27 - PARIS (6^e)

Pierre FONTAINE

L'AVENTURE ALGERIENNE CONTINUE

Pierre FONTAINE fut le premier, dans son livre : **Dossier Secret de l'Afrique du Nord**, publié en 1954, à annoncer les événements graves qui allaient se produire en Algérie.

Sa documentation de premier ordre lui permet de tirer aujourd'hui les conséquences de la situation actuelle. L'affaire d'Afrique du Nord n'est pas terminée. Les mêmes intérêts s'affrontent et les changements les plus imprévus sont possibles. Commandez dès maintenant ce livre qui vous indique ce qui se prépare et qui vous met au courant de l'évolution que la grande presse et la radio se gardent bien de vous faire connaître.

Un vol. in-12, 192 p.

PRIX 10,50 F.

Les Sept couleurs, C.C.P. 218219 Paris

Le gérant : Maurice BARDECHE

Dépôt légal : 2^e Trimestre 1967

N^o d'impression : 717

Imprimerie H. Dévé et C^{ie}, Evreux

le numéro 2 des Dossiers du Clan

PARIS 40-44

la vie artistique
cinématographique
journalistique et mondaine
pendant l'occupation

format 21x29
illustré par plus de 100 photos
dessins et documents de l'époque

PARAITRA FIN MAI



le numéro 1 des Dossiers du Clan

LES CAMELEONS

de la cinquième

est disponible aux ÉDITIONS DU CLAN

Chaque numéro 15 francs franco

Règlement par chèque bancaire à l'ordre de ÉDITIONS DU CLAN, 10, rue Quincampoix, Paris-IV^e
ou par C.C.P. 10.230-08 Paris.